page 185 lectures

Les boîtes à idées de Marianne. État, expertise et relations internationales en France

Sabine Jansen

Paris, Le Cerf, 2017, 768 pages

Issu d'une Habilitation à diriger des recherches (HDR), cet ouvrage marque un petit événement historiographique, en présentant l'une des toutes premières recherches de fond consacrées par la discipline historique (la science politique, de son côté avec Marc Patard, a livré une grosse contribution) à la question de l'expertise française dans le domaine des relations internationales. Ce terrain, déjà très défriché aux États-Unis par la recherche locale (depuis les travaux de David C. Engerman, et plus récemment ceux de Paul Dickson sur la Rand), ou étrangère (on songe au dernier livre de Justin Vaïsse consacré à Zbigniew Brzezinski[1]) restait en France largement *terra incognita*.

Grâce à une documentation exemplaire (les diverses archives publiques françaises et étrangères, notamment américaines, et de superbes archives privées remises par Thierry de Montbrial, le fondateur de l'Institut français des relations internationales – Ifri – en 1979), Sabine Jansen nous restitue brillamment la genèse et le développement de ce monde expert français entre les années 1935 et 1985. La démonstration s'avère constamment rigoureuse, en vertu du croisement très réussi des nombreuses sources – où l'archive orale a aussi sa part –, de l'analyse subtile des logiques d'acteurs (institutionnelles en général, parfois plus politiques ou personnelles) et du souci constant de replacer son objet dans les contextes plus globaux des grandes évolutions politiques et internationales traversées par la France.

Le livre propose trois grands axes de réflexion. Le premier, central, touche à la laborieuse mise en place de cette expertise, et à l'analyse très fine des difficultés rencontrées, qui tiennent principalement à la structuration particulière de l'État en France, et au jeu des élites étatiques. Le second axe porte sur l'auscultation d'un (petit) milieu, de ses ancrages sociologiques et intellectuels, de ses réflexes professionnels. Enfin, le troisième axe de réflexion esquisse une histoire transnationale de l'expertise dans le domaine des relations internationales.

Le cœur du livre examine l'institutionnalisation délicate de l'expertise en matière de relations internationales sur un temps long, rythmée en quatre grandes périodes : la naissance en 1935 du Centre d'études de politique étrangère (CEPE) ; la longue période d'après-guerre jusqu'au début des années 1970 où le CEPE prolonge son existence mais en s'affaiblissant constamment ; la création du Centre d'analyse et de prévision (CAP) au ministère des Affaires étrangères en 1973, et sa tentative de renouveler intellectuellement et politiquement l'expertise ; la fondation enfin de l'Ifri par Thierry de Montbrial en 1979, nouveau *think tank* davantage ouvert aux demandes du secteur privé. Un premier point commun court cependant sur toute la période, qui explique dans une

1. Cet ouvrage a fait l'objet d'une recension dans le numéro d'automne 2016 de *Politique étrangère* (n° 3-2016), p. 158-159.

PE4-2018_Corpus.indb 186 23/11/2018 10:18:52

large mesure chacune des reformulations institutionnelles. Il s'agit, en effet, à chaque fois, de la nécessité de comprendre un monde aux repères devenus de plus en plus flous.

En 1935, la montée des dangers internationaux exige la création du CEPE, dont le travail peut-être le plus prestigieux aura été l'élaboration (en partenariat avec Chatham House) du fameux projet franco-anglais de 1940 « d'association perpétuelle ». Après 1945, la construction européenne et les problèmes de décolonisation suscitent les demandes d'expertise auprès de ce même organisme. Les années 1973-1974, où se crée le CAP, sont celles du choc pétrolier et des nouveaux problèmes économiques internationaux. Enfin, le début des années 1980 est marqué par l'affirmation des acteurs transnationaux (notamment par l'accélération du mouvement d'internationalisation des grandes entreprises), et la montée de nouveaux acteurs diplomatiques (la République islamique d'Iran, la Corée du Sud). Et Sabine Jansen, qui a retrouvé une partie des archives du CEPE, nous décrit de manière très vivante et précise ces étapes successives.

Deuxième point commun à cette généalogie : les difficiles relations entre ces organismes et l'appareil d'État, à l'exception sans doute du premier CEPE des années 1930. L'analyse remarquable de la destinée du CAP entre 1973 et 1979 illustre à merveille ce constat. Durant ces années, le premier « directeur » du CAP, Thierry de Montbrial, se bat pied à pied avec l'administration du Quai d'Orsay afin de réaliser (quadrature du cercle il est vrai) une expertise d'État qui soit, en partie, indépendante des appareils administratifs. En cherchant à renouveler intellectuellement (souci de la prospective de moyen terme, audace de certaines propositions) et méthodologiquement (unir recherche fondamentale et appliquée) l'expertise des relations internationales, le futur fondateur de l'Ifri bouscule une grande partie d'un Quai attaché à garder son monopole d'expert. Jusqu'alors le CEPE n'avait pas cherché à jouer le jeu de la concurrence intellectuelle et politique avec le ministère des Affaires étrangères. Il s'était contenté d'être une bonne officine universitaire capable de fournir des connaissances générales au pouvoir politique ; ou, comme après 1945, d'élaborer des productions plus utilitaires quand le pouvoir d'État formulait des demandes précises (notamment le pouvoir gaulliste sur la question de la sortie de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord – OTAN).

Sabine Jansen propose ainsi une réflexion de fond sur l'État savant en France, et le poids capital de la haute fonction publique dans l'expertise (même si le Quai n'est pas au sens strict un « grand corps »). Sa passionnante analyse du parcours d'entrepreneur institutionnel réalisé par Thierry de Montbrial dans les années 1970 montre bien que, si ce dernier a pu réussir, il le doit à une rare maîtrise des réseaux économico-administratifs (il est constamment soutenu par le réseau des X-Mines, évidemment très présent dans l'industrie et dans divers ministères), des réseaux politiques et intellectuels français (il est proche du centre-droit) et américains (de la fondation Ford à la Trilatérale organisée par David Rockefeller, ou aux hommes du German Marshall Fund), qui l'aident à surmonter les obstacles dressés par la haute administration mais aussi ceux opposés par divers concurrents universitaires (Charles Zorgbibe, Jean-Baptiste Duroselle…).

En vertu de la « force des liens faibles » (Mark Granovetter), le fondateur de l'Ifri traverse ces différents milieux sans être captif d'aucun, tout en leur empruntant utilement. Par sa trajectoire individuelle, qui cherche la fécondation réciproque de divers milieux (c'est là d'ailleurs la définition sociologique et politique du *think tank* à l'anglo-saxonne), il illustre plutôt le mode de fonctionnement des élites américaines, perméables les unes aux autres. Un peu comme le sociologue Michel Crozier, grand entrepreneur institutionnel dans son domaine, Thierry de Montbrial sut incarner la position de « l'*outsider* de l'intérieur ». Pourtant, même si l'Ifri a réussi à imposer l'image d'un *think tank* indépendant, aux productions largement diffusées (le célèbre rapport *Ramses – Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies* –, dont le premier numéro, en 1981, est diffusé à 8 000 exemplaires), le poids des subventions publiques (75 % de son budget d'alors), le rôle intellectuel des hauts fonctionnaires mobilisés en force pour réaliser *Ramses*, attestent de liens restés très forts avec l'État et sa technostructure savante.

Le deuxième axe du livre repose sur une analyse sociographique des hommes, et d'un milieu avec son mode de fonctionnement. Les différentes compositions du CEPE sont habilement brossées, de Louis Joxe et Étienne Dennery, ses premiers secrétaires généraux, à Jacques Vernant, leur successeur de l'après-guerre. Dans l'histoire du déclin d'une institution, on pourrait lire en creux, si on le voulait, le constant affaiblissement de l'université française, qui manque de personnalités qualifiées dans bien des domaines, celui de la réflexion stratégique et militaire au premier chef, à l'exception d'un petit volant humain (Jean Klein, Raymond Aron, le général Beaufre). À tout le moins pourrait-on relever sa difficulté patente à intégrer les relations internationales dans ses cursus dans l'après-guerre. On le sait, en matière universitaire, l'innovation vient traditionnellement des marges (Collège de France, Sciences Po, la VIe section des Hautes études qui devient l'École des hautes études en sciences sociales en 1975), et il n'est pas anodin que le Centre d'études et de recherches internationales (CERI) soit créé en 1952 au sein de Sciences Po, au moment même où le CEPE échoue dans son rapprochement avec la rue Saint-Guillaume. Il faudra attendre le début des années 1970 pour que le monde universitaire commence à sortir de sa torpeur institutionnelle et propose enfin plusieurs formations (à Paris I avec le Centre d'études politiques de défense – CEPODE – et le Centre d'études de recherches et de documentation sur le désarmement – CEREDE). L'étude du milieu de l'Ifri donne lieu à de très intéressants aperçus sur le renouvellement générationnel en cours, avec des membres aux parcours de formation plus internationaux qu'auparavant (Pierre Lellouche, Albert Bressand, Dominique Moïsi, Bassma Kodmani…).

Enfin le livre propose les jalons d'une histoire transnationale de l'expertise dans le domaine des relations internationales, historiographie à laquelle participent aussi Ludovic Tournès ou Nicolas Guilhot avec leurs études dédiées à l'histoire des fondations américaines. Les États-Unis demeurent, sur le plan organisationnel et intellectuel, la grande référence pour les experts français. Si Sabine Jansen analyse les liens entre le CEPE et Chatham House avant 1940, elle se penche surtout sur le côté américain, en examinant le rôle des fondations d'outre-Atlantique pour aider le CEPE initial, puis l'Ifri, ou en notant l'inspiration apportée par le National Security Council pour fonder le CAP. Sur ce terrain déjà assez balisé, le livre

PE4-2018_Corpus.indb 188 23/11/2018 10:18:52

apporte sa contribution à l'examen de milieux d'experts qui utilisent leurs participations à toute une série d'activités transnationales (centrées sur les États-Unis toutefois) pour mieux s'imposer sur la scène locale. Les carrières d'un Dominique Moïsi ou d'un Pierre Lellouche sont révélatrices de cette stratégie. Sabine Jansen évoque également avec beaucoup de justesse le rôle de la fondation Ford dans l'émergence de l'Ifri, en évaluant à la fois ses mérites (une grande prudence dans le magasin de porcelaine que représente le petit monde de l'expertise française, mais un soutien décisif dans le financement des études sur la sécurité), et ses lacunes (la Ford ne connaît pas toujours très bien le monde français).

Incontestablement, cette histoire sur le long terme du *think tank* « à la française » dans le domaine des relations internationales, adapté par nécessité au fonctionnement d'un État resté plus puissant que dans bien d'autres pays, retiendra toute l'attention des spécialistes. Par sa rigueur d'analyse (notamment une forte conclusion qui revient sur le champ français des *think tanks* en général, et de l'Ifri en particulier, pour en soupeser les limites), sa richesse archivistique, l'allant de ses démonstrations, ce livre fera date dans un champ d'étude encore en voie de défrichement qui mêle histoire politique, histoire administrative et histoire des relations internationales dans sa dimension intellectuelle. Cette passionnante combinaison de thèmes ici rassemblés suffit à dire l'importance de ce livre.

François Chaubet
Professeur d'histoire contemporaine
à l'université Paris-Nanterre

PE4-2018_Corpus.indb 189 23/11/2018 10:18:52

What Is Russia Up to in the Middle East?
Dmitri Trenin
Cambridge, Polity Press, 2017, 144 pages

Russia's Middle East Policy: From Lenin to Putin
Alexeï Vassiliev
Abingdon, Routledge, 2018, 624 pages

Le retour diplomatique et militaire de la Russie au Moyen-Orient, confirmé depuis l'intervention armée en Syrie à partir de septembre 2015, a suscité de nombreux travaux dans l'expertise russe. Parmi ceux-ci, deux ouvrages se distinguent : éminemment différents par leur forme comme par leur ambition, ils permettent d'appréhender une « lecture russe » sur le Moyen-Orient que les Occidentaux ont longtemps sous-estimée, voire négligée. Il s'agit de deux livres de chercheurs très expérimentés. L'un, Dmitri Trenin, dirige le Centre Carnegie de Moscou, qu'il a rejoint en 1994 après une carrière militaire qui l'avait par ailleurs brièvement conduit en Irak. L'autre, l'académicien Alexeï Vassiliev, est un orientaliste au parcours ressemblant à s'y méprendre à celui de son ami feu Evgueni Primakov, exerçant au carrefour entre journalisme, expertise universitaire, renseignement et action politique (quoique nettement plus riche chez l'ancien Premier ministre).

L'opus de Dmitri Trenin, très concis, vise clairement un lectorat occidental peu familier des actions russes dans un Moyen-Orient en recomposition accélérée depuis les événements des printemps arabes. Ce n'est pas un hasard si l'auteur consacre son chapitre le plus long à l'histoire des interactions entre la Russie et le Moyen-Orient. Bien que n'ayant pas contribué à la colonisation de cette région, les Russes connaissent leurs marches méridionales d'autant mieux qu'ils ont longtemps cherché à sécuriser leurs glacis caucasien et centre-asiatique, moyennant des guerres répétées avec les anciens empires ottoman et perse. Les intérêts russes dans la région, loin d'éclore spontanément, s'ancrent ainsi dans la longue histoire que la Russie a forgée avec la région. De l'époque impériale à la période soviétique, géopolitique et messianisme idéologique s'entremêlent. Dès le XIXe siècle, le Moyen-Orient est une région dont la Russie se sert pour jauger sa puissance à l'aune de ses rivalités successives – avec l'empire britannique jusqu'au milieu des années 1950, puis avec les États-Unis.

Dmitri Trenin relève une comparaison historique, qu'il juge éloquente, de la métamorphose de la présence russe au Moyen-Orient. Lorsqu'en 1972 le président égyptien Anouar El-Sadate renverse son alliance avec les Soviétiques au profit de Washington, il ne renvoie pas moins de 20 000 conseillers militaires soviétiques. Quand Hosni Moubarak, son successeur, est chassé du pouvoir par une révolution populaire près de quarante ans plus tard, plus de 40 000 touristes russes restent bloqués dans les stations balnéaires égyptiennes de Hurghada et Charm el-Cheikh – le soulèvement n'empêchant nullement la poursuite de leurs vacances.

PE4-2018_Corpus.indb 190 23/11/2018 10:18:52

Dans les trois autres chapitres du livre – sobrement intitulés « Guerre », « Diplomatie » et « Commerce » –, l'auteur s'emploie à délimiter les contours d'une politique russe parfois difficilement lisible, et souvent perçue en Occident à l'aune de l'expérience de la guerre froide. Sans surprise, Dmitri Trenin consacre de longs développements à la campagne militaire de Syrie, qui a marqué selon lui une rupture dans la politique moyen-orientale – et étrangère – de Moscou. D'abord, ni l'empire tsariste ni l'Union soviétique n'avaient combattu directement dans le monde arabe, se concentrant plutôt sur la périphérie immédiate du Moyen-Orient. En intervenant militairement en Syrie pour sauver le régime de Bachar Al-Assad, la Russie de Vladimir Poutine rompt avec cette « virginité » guerrière (et coloniale) qui avait été pourtant amplement exploitée par la diplomatie russe après l'invasion américaine de l'Irak en mars 2003. De récents travaux permettent toutefois de nuancer cet argument : après la guerre des Six Jours de 1967, l'URSS apporta une contribution massive à la remilitarisation du Moyen-Orient. La « guerre d'attrition », menée avec le soutien des conseillers militaires et des armements soviétiques, constitua d'ailleurs les prémices de l'affrontement égypto-israélien de 1973[1].

Pour la première fois depuis la fin de la guerre froide, un pays autre que les États-Unis projette ses capacités militaires loin de ses propres frontières sans consulter ou impliquer Washington dans la décision. Enfin, si la Syrie n'a jamais été « décisive » pour la défense des intérêts nationaux russes, Moscou a su tirer parti d'une opportunité tactique lui permettant de devenir un acteur incontournable sur la scène régionale et, partant, internationale.

Plus globalement, l'opération syrienne, pensée par le Kremlin dans sa dimension globale, illustre une caractéristique centrale de la politique russe au Moyen-Orient : elle ne concerne ni seulement la Russie, ni seulement le Moyen-Orient. Ainsi l'intervention en Syrie est-elle censée marquer le retour international de la Russie, et illustrer l'affaiblissement de l'Occident, incapable de cohésion et de décision sur la question syrienne. Moscou utilise le conflit pour se poser en contrepoids à l'Occident et façonner un ordre international qu'il souhaite voir muer en un ordre oligarchique, où il serait aux premières loges.

En réalité, les tensions autour de la Syrie jettent une lumière crue sur les différences de vision du monde entre puissances, et sur des principes majeurs comme la souveraineté ou l'utilisation de la force. Ces oppositions apparaissent très différentes de la rivalité soviéto-américaine au Moyen-Orient, structurée par l'idéologie et un enjeu de domination régionale. La Syrie est désormais une crise internationale qui se superpose à un conflit intérieur, lui-même partie d'un processus régional appelé « printemps arabe ». Les États-Unis et leurs alliés ne peuvent plus résoudre seuls de telles crises : telle est la sentence, non dénuée de cynisme, livrée par Dmitri Trenin. Et, contrairement aux Occidentaux, les Russes ont su dialoguer avec tous les acteurs régionaux. Sur le conflit syrien, les diplomates russes discutent en premier lieu avec leurs homologues des pays qui ont une influence directe sur le terrain, comme l'Iran, la Turquie et l'Arabie Saoudite – dialogue que ne freinent pas les tensions épisodiques entre Moscou et ces puissances régionales.

1. Voir à ce sujet I. Ginor et G. Remez, *The Soviet-Israeli War, 1967-1973: The USSR's Military Intervention in the Egyptian-Israeli Conflict*, Oxford, Oxford University Press, 2017.

PE4-2018_Corpus.indb 191 23/11/2018 10:18:52

Alexeï Vassiliev retrace dans un ouvrage exhaustif la politique moyen-orientale de Moscou, de la révolution bolchevique à la résolution du conflit syrien. Il reprend néanmoins en bonne partie les idées développées 25 ans plus tôt dans son ouvrage *La Russie au Proche et au Moyen-Orient : du messianisme au pragmatisme*[2]. Écrit juste après la dislocation de l'Union soviétique, ce livre décrivait la transition entre l'idéologie de la politique étrangère soviétique et le nécessaire pragmatisme d'une jeune Fédération de Russie, dorénavant fragile sur les plans institutionnel, diplomatique et économique. Au Moyen-Orient, cette triple faiblesse est rapidement remarquée par les acteurs locaux, qui ont déjà perçu le décrochage entamé sous Gorbatchev. Les années 1990 – « maudites » pour citer Alexeï Vassiliev – ne seront qu'un long tunnel, que Moscou traversera sans réel bénéfice dans le monde arabo-musulman. Avec la Turquie, la relation se limite alors pour l'essentiel à la sphère commerciale ; avec Israël, les interactions grandissantes ne masquent pas de vives réserves, surtout du côté israélien ; avec Bagdad, la relation ne sera finalement qu'une série de frustrations ; enfin, avec l'Iran, la relative convergence politique de ces années n'empêche pas l'éclosion de tensions dans d'autres environnements que le Moyen-Orient (Caspienne).

L'auteur interroge les tentatives de retour russe dans la région à la faveur de la guerre en Irak à partir de 2003. Moscou profite de la vague d'anti-américanisme qui saisit le monde arabo-musulman pour se lancer moins dans une entreprise de séduction vis-à-vis des acteurs régionaux que dans une stratégie de normalisation politique et commerciale. Cette ambition se traduit d'abord par un activisme en direction des deux puissances non-arabes que sont la Turquie et l'Iran. Dans le premier cas, Russes et Turcs parviennent avec succès à mettre de côté leurs différends dans les zones traditionnelles de tensions bilatérales (Caucase du Sud, mer Noire, Balkans), faisant des années 2000 une « décennie dorée » dans les relations russo-turques, comparables à l'amitié turco-soviétique de la première moitié des années 1920. Russie et Turquie, dès lors, trouvent un terrain d'entente au Moyen-Orient, souvent par opposition ouverte à la politique américaine dans la région.

Dans le cas de l'Iran, les enjeux locaux et régionaux restent alors largement subordonnés à la relation entre Moscou et Washington, dans un contexte d'accroissement des tensions internationales autour du dossier nucléaire iranien. En dépit de perceptions très souvent empreintes de méfiance, parfois d'animosité contenue, Russes et Iraniens ont su dépasser leurs principaux contentieux pour nouer une alliance de circonstance. Celle-ci trouve sa ligne directrice dans une même opposition à l'unilatéralisme des États-Unis, et dans des intérêts de court terme partagés dans un Moyen-Orient traversant une violente recomposition.

Les efforts russes en direction du golfe Persique et de l'Égypte se révèlent moins fructueux, notamment du point de vue économique. En dépit de leurs critiques à l'égard de la politique étrangère américaine, Riyad et Le Caire n'apparaissent pas désireux de remettre en cause leur alliance stratégique avec Washington. Dans le jeu de balancier auquel se livrent ces capitales arabes, Moscou apparaît comme un acteur secondaire, utile surtout pour transmettre des messages à l'administration américaine.

2. Ouvrage traduit en anglais aux éditions Ithaca en 1993.

PE4-2018_Corpus.indb 192 23/11/2018 10:18:52

Les révoltes populaires de l'hiver 2010-2011 et leurs conséquences sont documentées surtout sous l'angle des contextes locaux et de la géopolitique régionale – la politique de la Russie est très rapidement analysée, l'auteur relevant d'abord les différents jeux de perceptions vis-à-vis des printemps arabes en Russie, ainsi que le poids des théories complotistes pour expliquer le déclenchement de ceux-ci. La crise syrienne est retracée depuis ses origines en mars 2011 jusqu'au printemps 2017 : l'analyse vaut essentiellement pour les (longs) témoignages directs recueillis par Alexeï Vassiliev auprès des décideurs russes, en particulier le vice-ministre des Affaires étrangères russe Mikhaïl Bogdanov, en charge de la question syrienne.

Complémentaires, ces deux ouvrages constituent de précieux témoignages sur une politique moyen-orientale russe souvent méconnue dans sa complexité et ses héritages historiques.

Julien Nocetti
Chercheur au Centre Russie/NEI de l'Ifri

PE4-2018_Corpus.indb 193 23/11/2018 10:18:52

RELATIONS INTERNATIONALES

RELATIONS INTERNATIONALES

Julian Fernandez
Paris, Dalloz, 2018, 728 pages

Faire le compte rendu d'un manuel récent consacré aux relations internationales signé par Julian Fernandez, jeune professeur de Paris II et directeur du centre Thucydide dans la même université, est un exercice d'autant plus intéressant que les juristes internationalistes qui s'intéressent aux relations internationales sont peu nombreux. D'ailleurs, comme le note Serge Sur dans la belle préface de cet ouvrage, les manuels de relations internationales les plus récents, signés par des publicistes, sont essentiellement des rééditions de classiques. Héritier d'une école ancienne de juristes français spécialistes des relations internationales, Julian Fernandez ne cache d'ailleurs pas l'optique juridique de son ouvrage.

De larges sections sont ainsi consacrées aux acteurs des relations internationales (les États, les organisations internationales, les organisations non gouvernementales, etc. – autant de sujets du droit international public), tandis qu'un chapitre est même consacré aux « fonctions du droit international public ». Il y a peu de développements sur les différentes doctrines, même si l'auteur s'y intéresse sans que, pour autant, cela n'éclaire véritablement ses propos.

Largement analysée, la puissance est considérée comme « la matrice des relations internationales ». Cette vision finalement assez classique, dans laquelle domine un certain réalisme libéral, ne trahit pas forcément le juriste qu'est Julian Fernandez, très conscient du poids dominant des politiques juridiques au sein des relations internationales. Ainsi, lorsque l'auteur s'interroge sur les effets des phénomènes de transnationalisation, en analysant le rôle croissant, d'une part des opinions publiques et des croyances religieuses, et d'autre part des « acteurs subversifs » (criminels internationaux et terroristes), on comprend qu'il n'entend pas s'enfermer dans une conception purement réaliste qui voit les relations internationales comme ne pouvant être dictées que dans une logique interétatique, et comprises qu'à l'aune de l'anarchie et des intérêts nationaux.

Cet ouvrage est très éclectique dans son fond, et ne s'adresse évidemment pas à ceux qui conçoivent les relations internationales comme étant l'apanage d'une discipline académique en particulier. En outre, c'est incontestablement un manuel, et en cela il remplit largement son rôle, puisque les étudiants pourront y trouver l'alpha et l'oméga du champ que recouvre à l'université le programme de relations internationales.

Mais il est aussi plus que cela : on peut y trouver, à bien des égards, les aspects d'un essai, notamment dans le chapitre 3 « La fragmentation du monde ». L'auteur tente d'y dégager les grandes tendances politiques contemporaines affectant les équilibres stratégiques internationaux. Avec un tel exercice, Julian Fernandez donne une plus-value didactique à son ouvrage, qui n'est ni un répertoire où seraient étudiés successivement et sans lien entre eux les divers points d'un programme universitaire, ni (seulement) une œuvre de réflexion personnelle sur les relations internationales.

Matthieu Chillaud

PE4-2018_Corpus.indb 194 23/11/2018 10:18:52

TERRES, POUVOIRS ET CONFLITS. UNE AGRO-HISTOIRE DU MONDE

Pierre Blanc
Paris, Presses de Sciences Po, 2018, 384 pages

La plupart des ouvrages traitant des questions agricoles s'attachent à l'analyse des politiques, du *Farm Bill* à la Politique agricole commune (PAC), ignorant souvent la question fondamentale du foncier. Certes, les économistes du développement se sont intéressés aux « réformes agraires » mais en les traitant en général comme un simple chapitre des périodes de décolonisation et de révolutions.

Le livre de Pierre Blanc vient combler une lacune en apportant une analyse originale, historique et géographique de la question foncière dans l'espace et le temps. Ce n'est pas une « agro-histoire du monde » mais une étude complète d'une question qui dépasse les seules problématiques agricoles puisqu'elle a contribué à façonner des sociétés.

Le meilleur exemple en est l'évolution de deux pays « émergents » à la fin du XIXe siècle, fondés sur l'immigration européenne et ayant à leur disposition de vastes espaces vides : les États-Unis et l'Argentine. Aux États-Unis, le partage des terres se fit de manière égalitaire et contribua à la création d'une classe de « farmers », à l'origine de la classe moyenne américaine, au cœur tant de la démocratie que de l'essor économique. En Argentine, au contraire, on en resta au modèle latifundiaire hérité des structures coloniales espagnoles. On sait ce qu'il advint de l'Argentine dont le décollage économique comme politique était déjà un échec au début du XXe siècle (et l'est encore un siècle plus tard…).

En Russie et en Chine, il y eut bien sûr la grande parenthèse des collectivisations, dont il est si difficile de sortir : l'éclatement des structures « coopératives » et autres communes populaires, la redistribution artificielle des terres puis leur regroupement dans des structures « capitalistes » plus ou moins accaparées par les oligarchies.

Le lecteur ne peut qu'être impressionné par la couverture quasi universelle de l'ouvrage. L'Europe occidentale n'est pas la mieux traitée, mais son histoire, celle de la petite agriculture familiale, est la mieux connue. On regrettera pourtant que l'auteur n'ait pas analysé les différences entre les systèmes successoraux, entre le Code civil français et l'égalité entre les enfants, et les pays, comme le Royaume-Uni ou l'Allemagne, ayant conservé un droit d'aînesse permettant le maintien de grands domaines. De ce point de vue, la différence de taille moyenne des exploitations agricoles entre la France et le Royaume-Uni fut longtemps – et reste encore – frappante.

On regrettera aussi que le continent africain, et notamment l'Afrique de l'Ouest, soit traité trop brièvement, alors même que la question fondamentale du droit du foncier est loin d'y être résolue. Il faut d'ailleurs rappeler qu'en amont de tout débat foncier s'impose la nécessité de l'existence d'un cadastre, trop souvent embryonnaire dans de nombreux pays du monde.

Si l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Océanie en sont, dans une certaine mesure, à « la fin de l'histoire », au moins de leur histoire agraire, tel n'est pas le cas du reste du monde : des paysans sans terre du Brésil aux stratégies d'accaparement d'investisseurs arabes ou asiatiques en Afrique, la question

PE4-2018_Corpus.indb 195 23/11/2018 10:18:52

de la terre reste au cœur des évolutions politiques, des révolutions, voire des guerres. En cela, cet ouvrage est une lecture indispensable et plus encore, du fait de sa nature encyclopédique, il est une référence nécessaire à la compréhension de nombre des conflits qui marquent le XXIe siècle.

Philippe Chalmin

THE 2020 COMMISSION REPORT ON THE NORTH KOREAN NUCLEAR ATTACKS AGAINST THE UNITED STATES: A SPECULATIVE NOVEL

Jeffrey Lewis
Boston, Houghton Mifflin Hartcourt, 2018, 304 pages

Les œuvres de fiction peuvent être fécondes pour l'étude des relations internationales et de la stratégie. Jeffrey Lewis – chercheur au Middlebury Institute of International Studies et fondateur du blog *Arms Control Wonk*, référence en matière de désarmement, contrôle des armements et non-prolifération – nous en offre un bel exemple.

Son récit prend la forme d'un rapport rendu en mai 2023 par la « Commission 2020 » mise en place pour faire la lumière sur des événements dramatiques qui se sont déroulés le 22 et 24 mars 2020 : une attaque nucléaire nord-coréenne visant la Corée du Sud, le Japon (1,4 million de morts et 5 millions de blessés au total) et les États-Unis (1,4 million de morts et 8 millions de blessés).

Ce rapport-fiction est riche en enseignements. D'abord, il met l'accent sur le fait que la guerre nucléaire est loin d'avoir disparu du champ des possibles. Ensuite, il souligne la complexité de la gestion de l'escalade lors de crises internationales majeures. Il met aussi en relief la très grande difficulté à comprendre la psychologie de « l'autre », et à interpréter ses actes. Enfin, la part incompressible du hasard est parfaitement mise en lumière.

L'enchaînement des faits déclenchant la crise nucléaire est symptomatique. Dans un contexte de tensions après l'échec de négociations sur le désarmement nucléaire, la destruction du vol BX411 de la compagnie sud-coréenne Air Busan par deux missiles *KN-06* nord-coréens déclenche un engrenage funeste. Cet acte résulte lui-même de problèmes techniques qui ont touché l'avion et poussé l'équipage à emprunter une route très proche de celle des bombardiers américains engagés depuis des mois dans des tests systématiques des défenses anti-aériennes nord-coréennes.

Les arcanes du pouvoir sud-coréen sont bien décrits. Le livre présente, par exemple, les difficultés pratiques liées à la configuration du complexe présidentiel, qui obligent les conseillers à marcher au moins dix minutes dans des souterrains avant de pouvoir rejoindre la salle de crise et donc à perdre un temps précieux. La stratégie, les plans et les moyens mis en œuvre par Séoul dans le cadre d'une riposte (avec en particulier la place centrale des missiles balistiques) sont aussi très bien exposés. Les développements techniques de Jeffrey Lewis sur la défense anti-missile américaine – incapable, dans le récit, d'intercepter les 13 missiles intercontinentaux nord-coréens – et sur la campagne aérienne américaine pour détruire les missiles de Pyongyang avant leur lancement sont convaincants. Un Donald Trump réaliste est au cœur

PE4-2018_Corpus.indb 196 23/11/2018 10:18:52

du récit. L'auteur ne manque pas d'humour à son propos, mais il met surtout en avant les grandes difficultés qu'éprouve l'entourage du président pour le « gérer », et les problèmes que cela pose au cours de la crise. Enfin, l'auteur nous rappelle à la réalité d'une guerre nucléaire en décrivant l'ampleur des destructions causées et, surtout, en adaptant dans sa narration des témoignages poignants de victimes d'Hiroshima.

Jeffrey Lewis signe une excellente fiction se lisant comme un roman et qui est très instructive sur de nombreux sujets. Sa lecture est chaudement recommandée à tous ceux qui étudient les relations internationales, les questions nucléaires ou encore les enjeux stratégiques autour de la péninsule coréenne.

Rémy Hémez

HISTOIRE

EN GUERRE POUR LA PAIX. CORRESPONDANCE PAUL D'ESTOURNELLES DE CONSTANT ET NICHOLAS MURRAY BUTLER, 1914-1919

Nadine Akhund et Stéphane Tison
Paris, Alma Éditeur, 2018, 552 pages

Place des Jacobins, au cœur du Mans, veille une discrète stèle à Paul d'Estournelles de Constant, sénateur de la Sarthe, prix Nobel de la paix 1909 quelque peu ignoré désormais. C'est une partie de sa correspondance avec Nicholas Murray Butler, autre prix Nobel de la paix (1931), et inspirateur aux États-Unis de la Fondation Carnegie, qui nous est ici proposée – celle qui couvre la période du premier conflit mondial.

La correspondance est passionnante à découvrir, à de multiples égards. Elle est le dialogue de deux belles personnalités. Un dialogue qui nous rappelle l'intense activité des mouvements pacifistes, internationalistes, au tournant des XIXe et XXe siècles, et jusque dans la guerre même, jugeant cette guerre, et tentant de consolider la paix future. Les actions des deux hommes pour la paix, si elles se croisent, peuvent revêtir, au fil des décennies, diverses formes : plus diplomatiques pour d'Estournelles – son prix Nobel récompense son action lors de plusieurs conférences internationales et son rôle dans la création de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye en 1899 ; plus intellectuelles et d'influence pour Butler, en dépit d'une carrière politique qui l'installera sur un ticket présidentiel républicain – son propre prix récompensera d'abord son « action Carnegie ».

À travers cette Fondation Carnegie, c'est d'ailleurs toute la généalogie de l'idée de *think tank*, si galvaudée, si brouillée aujourd'hui, que l'on peut suivre. On sait que le concept de *think tank* s'est d'abord affirmé dans le monde anglo-saxon, pour construire l'organisation internationale, en associant à la réflexion les apports de ce que l'on ne nomme pas encore la « société civile ». Il se dessine là, à travers les échanges de deux intellectuels et praticiens de haut vol.

Au fil de cette correspondance choisie (les échanges commencent dès 1902, et sont abondants durant la guerre), le lecteur suit à la fois le conflit lui-même, dans ses développements politiques et sur ses divers fronts, et les avancées vers l'avenir, à travers deux esprits

PE4-2018_Corpus.indb 197 23/11/2018 10:18:52

qui incarnent, par anticipation, ce que la solidarité transatlantique naissante produira de meilleur au service de la paix.

Un monde interdépendant, organisé autour de dialogues égalitaires, appuyé sur un nouvel « esprit international » : voilà la matrice de la paix à construire, matrice dessinée par une critique serrée de la guerre elle-même, et de ses prétendus bénéfices, politiques, stratégiques, ou économiques. La pensée de Butler mérite, en particulier, d'être redécouverte et approfondie à la lumière des succès et échecs des « multilatéralismes » du XXe siècle.

La correspondance de ces deux grands esprits allie l'analyse de court terme à la projection de long terme : croisement qui constitue toujours le fond du métier de tout « réservoir d'idées ». On lira ces pages (que complète un remarquable travail de références et de mise en perspective) pour en apprendre beaucoup sur l'histoire politique et intellectuelle du temps ; et pour les idées et l'optimisme qu'elles recèlent sur la construction d'une société internationale qui nous semble, aujourd'hui, un peu mal en point… Un siècle plus tard, il est bon de revenir sur la guerre, mais aussi sur son héritage au service de la paix internationale.

Dominique David

LES VAINQUEURS. COMMENT LA FRANCE A GAGNÉ LA GRANDE GUERRE

Michel Goya
Paris, Tallandier, 2018, 352 pages

En France, l'histoire de la Première Guerre mondiale a été beaucoup étudiée à travers le prisme de la souffrance des soldats et de la vie dans les tranchées. Comme le souligne dans son introduction Michel Goya – colonel des troupes de Marine, docteur en histoire contemporaine et auteur de plusieurs ouvrages de référence –, l'histoire militaire, celle des armées et des combats, est dominée par les Anglo-Saxons. En découle l'impression que « l'armée française, épuisée par les épreuves, ne joue plus qu'un rôle secondaire en 1918 face à la montée en puissance des Britanniques et des Américains ». L'objet de ce livre est de déconstruire ce lieu commun en soulignant notamment que l'armée française, qui comptait quatre millions d'hommes à la fin de la guerre, s'est transformée rapidement, qu'elle était « l'arsenal des nations », équipant les armées belge, serbe, roumaine, grecque et américaine, et qu'elle était alors la force « la plus moderne du monde » (chars Renault *FT-17*, avions Bréguet, etc.).

L'auteur articule son propos en 14 chapitres. Il débute en faisant le point sur les réflexions stratégiques et tactiques des deux camps pour mener à la victoire. Vient ensuite une utile synthèse portant sur l'état de l'armée française en 1918. Parmi les nombreuses évolutions majeures, l'infanterie n'a plus rien à voir avec celle de 1914, notamment grâce à l'apparition de l'articulation en groupes. De plus, l'armée est devenue véritablement mobile, passant de 9 000 véhicules détenus en 1914 à 88 000 en 1918. Surtout, elle s'est dotée d'une artillerie lourde.

Michel Goya décrit ensuite les campagnes militaires de l'année 1918. Il rappelle que les Français sont venus au secours des Britanniques en mars 1918 pour stopper une offensive

PE4-2018_Corpus.indb 198 23/11/2018 10:18:52

allemande extrêmement puissante, et que la bataille des Flandres a constitué pour les Allemands un succès tactique mais un échec opératif. L'offensive contre les armées françaises lancée à la mi-avril leur permet de se retrouver à 85 kilomètres de Paris, mais elle n'est finalement qu'un demi-succès. En fait, les batailles défensives de 1918, en épuisant les armées du Kaiser, construisent la victoire des alliés.

Le « retournement » a lieu en juillet 1918, lorsque les Français passent à l'offensive. Les nouvelles tactiques mises en œuvre produisent leurs effets : moins d'hommes sont engagés mais avec plus de moyens, les avions (50 à 100 au-dessus d'une division en attaque) ainsi que les chars sont employés en masse, etc. À partir du 27 septembre, débute la plus grande bataille de l'histoire « par le nombre des hommes et la puissance des moyens engagés ». Elle s'avère décisive, tant les troupes allemandes sont ébranlées.

Dans le dernier chapitre, Michel Goya expose les réflexions ayant cours dans l'après-guerre en France pour préparer l'armée du futur. Très vite, le processus de modernisation ralentit. La France passe, par exemple, à côté de la révolution du porte-avions. La cause principale de cet immobilisme est un « repli des esprits » à partir des années 1920.

Michel Goya signe de nouveau un excellent livre en renouant avec l'histoire militaire des campagnes, de la tactique et de l'organisation des unités, un genre trop peu présent en France.

Rémy Hémez

DICTIONNAIRE DES OPÉRATIONS EXTÉRIEURES DE L'ARMÉE FRANÇAISE DE 1963 À NOS JOURS

Philippe Chapleau
et Jean-Marc Marill (dir.)
Paris, Nouveau Monde Éditions,
2018, 456 pages

Les opérations extérieures (OPEX) structurent les armées françaises depuis la fin de la guerre d'Algérie. Une « nouvelle génération du feu » – plus de 250 000 militaires – a servi à l'extérieur de nos frontières au prix de 700 morts et plus de 6 000 blessés. Ces dernières années, les écrits de militaires se sont multipliés, mais ils sont le plus souvent des témoignages, et les analyses historiques les complétant sont encore rares. Pendant longtemps, les seules références exhaustives sur le sujet ont été des travaux officiels, en particulier ceux du Centre de doctrine de l'armée de Terre, avec, par exemple, le « Répertoire typologique des opérations ». Le présent dictionnaire dirigé par Philippe Chapleau, journaliste spécialisé dans les questions de défense, et Jean-Marc Marill, ancien directeur du Centre historique des archives de la Défense, vient donc combler un vide en cherchant à dresser un bilan – non exhaustif – des opérations extérieures menées par les armées françaises depuis 1963 (les auteurs en recensent 119).

Le livre est organisé en deux grandes parties. La première est consacrée aux opérations qui sont chacune présentées dans une notice de longueur variable. On y retrouve bien entendu les OPEX les plus emblématiques comme « Limousin » au Tchad de 1969 à 1972 et « Épervier » dans ce même pays de 1986 à 2014, la participation à la Force de protection des Nations unies (FORPRONU)

PE4-2018_Corpus.indb 199 23/11/2018 10:18:53

en Bosnie et en Croatie de 1992 à 1995, «Trident» au Kosovo de 1998 à 2014, «Licorne» en Côte d'Ivoire de 2002 à 2012, «Pamir» en Afghanistan de 2001 à 2014, «Serval» au Mali de 2013 à 2014 ; mais aussi les OPEX qui se déroulent encore aujourd'hui telles que «Barkhane» (Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad, Mauritanie) ou «Chammal» (Irak).

Ces opérations recouvrent des réalités extrêmement diverses : missions d'intervention ou d'interposition, évacuation de ressortissants, acheminement d'aide humanitaire, contre-insurrection, lutte contre le terrorisme ou la piraterie, accompagnement ou entraînement d'armées locales, menées dans le cadre d'une force de l'Organisation des Nations unies (ONU), en multilatéral ou unilatéralement, etc.

La deuxième partie du dictionnaire – «Moyens et environnement» – se compose de notices thématiques. On y retrouve d'abord une approche capacitaire (appui aérien, ciblage, opération amphibie, etc.), puis des articles sur le cadre national et international (mandat, diplomatie navale), où l'on découvre notamment que 25 % des OPEX ont été menées au titre des accords de défense ou d'assistance, et 31 % sous le commandement de l'ONU. Cette seconde partie aborde aussi les questions de l'environnement des opérations (actions psychologiques, action humanitaire, communication, etc.), de l'organisation des forces (bases pré-positionnées, réserves, prévôté, etc.) et du soutien (surcoût des OPEX, logistique, etc.). En fin d'ouvrage, on retrouve une utile chronologie.

Ce dictionnaire réunit quelques-uns des meilleurs spécialistes des armées françaises et trouve un bel équilibre entre contributeurs militaires et civils. Il constitue un très bon outil de travail pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire militaire française contemporaine.

Rémy Hémez

NO PLACE FOR RUSSIA: EUROPEAN SECURITY INSTITUTIONS SINCE 1989

William H. Hill
New York, Columbia University Press, 2018, 536 pages

William H. Hill, ancien diplomate américain et fin connaisseur de la Russie, décrit l'émergence de l'architecture de sécurité européenne post-guerre froide et la place qu'y occupe la Russie. L'auteur retrace l'évolution des institutions de cette architecture – Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), Union européenne (UE), Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) – et les approches des principaux acteurs étatiques, notamment États-Unis, Russie et pays de l'UE. Constatant dès le départ qu'aucun de ces acteurs n'a su définir le rôle et la place de la Russie dans l'architecture européenne ou euro-atlantique, il cherche à en comprendre les raisons et à décrire les étapes qui ont mené à la situation conflictuelle d'aujourd'hui.

En 11 chapitres fondés sur un nombre impressionnant de sources, William Hill retrace les hauts et les bas des relations de sécurité entre l'Occident et la Russie. Dans une approche chronologique, il décrit la multitude de décisions prises dans leur contexte et les raisonnements qui les déterminent. Il nous fait revivre la période formatrice de 1989 jusqu'au milieu des années 1990, sur fond de guerre en Yougoslavie. Puis se cristallise

PE4-2018_Corpus.indb 200 23/11/2018 10:18:53

l'extension des institutions occidentales, et donc la fin de l'idée d'une architecture paneuropéenne « de Vancouver à Vladivostok ». C'est la montée des désaccords et des rivalités – avec la phase du « reset » américain – et finalement la guerre en Ukraine.

L'approche chronologique fait la force du livre. On y retrouve tous les mots-clés des débats russo-occidentaux des dernières décennies : les « classiques » – élargissement de l'OTAN, Kosovo ou Géorgie… –, mais aussi des aspects plus complexes, plus difficiles à instrumentaliser dans un sens ou dans un autre, donc moins saillants, comme le naufrage du régime européen de maîtrise des armements conventionnels ou le débat sur la défense anti-missile.

Un autre point fort de *No Place for Russia* est l'importance accordée à l'OSCE, organisation si souvent délaissée par les nombreux récits qui s'intéressent seulement à l'OTAN ou l'UE. C'est pourtant bien l'OSCE qui incarne l'idée d'une architecture de sécurité paneuropéenne. C'est aussi à l'OSCE, et seulement à l'OSCE, que la Russie est assise autour de la même table que Washington et les autres pays occidentaux, jouissant des mêmes droits. Autrement dit, l'état de l'OSCE en dit long sur l'état de la sécurité coopérative en Europe.

Le principal intérêt de ce livre est son absence de jugement lorsqu'il s'agit de comprendre la genèse de l'actuelle architecture de sécurité européenne. Le récit de William Hill est en grande partie le récit de contingences, d'une suite de décisions, et surtout de réactions, aux événements, sans qu'ait existé de véritable stratégie ou de vision d'ensemble. Pour l'auteur, les dirigeants américains, européens, russes et ukrainiens ont tous commis des erreurs. Sans forcément le vouloir, la somme de leurs décisions a inexorablement mené à « une relation à somme nulle entre l'OTAN et l'UE d'un côté et la Russie de l'autre ». Le fait d'admettre que les choses puissent être vues différemment depuis différentes capitales fait ainsi la grande force de cet ouvrage qui mérite d'être largement lu – notamment au vu de l'annonce du président Macron de son intention de « revisiter » l'architecture de sécurité européenne.

Barbara Kunz

ÉCONOMIE

DEBT DEFAULT AND DEMOCRACY

Giuseppe Eusepi
et Richard E. Wagner (dir.)
Londres, Edward Elgar, 2018,
224 pages

Quelle relation entre dette publique et démocratie ? Voilà la vaste question à laquelle tente de répondre cet ouvrage collectif, qui résulte des analyses menées au sein de l'European Center for the Study of Public Choice de l'université La Sapienza de Rome. Les chapitres adoptent une perspective microéconomique visant à examiner la rationalité individuelle devant les choix budgétaires (première partie) ou une approche macro, qui se penche sur les propriétés systémiques des actions individuelles dans le cadre d'un système démocratique d'économie politique (seconde partie). Le regard se concentre sur l'Union européenne, et surtout sur la zone euro, avec des comparaisons à l'échelle mondiale.

PE4-2018_Corpus.indb 201 23/11/2018 10:18:53

La dette publique peut parfois être créée pour de bonnes raisons : elle peut par exemple financer les politiques pour combattre le réchauffement climatique. Ainsi, les générations futures, qui profiteront des effets positifs de ces actions, payeront les impôts nécessaires pour rembourser les prêts.

Toutefois, l'essentiel du livre se concentre sur les effets négatifs d'une dette publique excessive. Bien qu'il n'y ait pas de seuil universel du rapport dette/produit intérieur brut au-delà duquel la croissance économique diminue, des niveaux trop élevés peuvent réduire la demande intérieure, provoquer des crises de liquidité, limiter l'autonomie de la politique monétaire et la marge de manœuvre pour la politique fiscale. De surcroît, la possibilité d'un cercle vicieux entre crises de la dette publique et crises bancaires demeure.

Parmi les sujets abordés, la proposition de donner au *bail-in* (la participation des créanciers privés aux pertes dues à une décote) le même rang que celui qui est donné à la proscription du *bail-out* (sauvetage public) dans les traités européens. Néanmoins, cela pourrait ne pas suffire, puisqu'on montre ici que les citoyens d'un pays opposés au *bail-out* d'un pays étranger n'ont pas les moyens de l'empêcher. L'interdiction posée par les règles constitutionnelles ou européennes peut être contournée par une interprétation plus souple ; la Banque centrale étant indépendante, elle peut soutenir un pays étranger au bord de la faillite ; et une organisation internationale (par exemple le Fonds monétaire international) peut offrir son assistance.

De manière plus générale, du livre ressort un consensus sur la nécessité d'améliorer le cadre juridique existant pour réduire la dette publique et gérer les problèmes liés au surendettement. Le manque d'initiative actuel donne lieu à des signaux ambigus, qui engendrent des coûts importants en termes d'attentes des acteurs du marché.

Sur le contenu des règles à introduire, en revanche, le débat qui se développe entre les différentes thèses est riche et franc. On relèvera une certaine tendance à suivre les frontières nationales des pays d'origine des chercheurs. D'une part, certains chapitres prônent l'introduction de règles pour mieux gérer les crises de dette souveraine. D'autre part, on met en avant l'importance de centraliser au niveau de la zone euro le pouvoir budgétaire, l'Union n'étant, autrement, qu'une agrégation de pays fragiles et instables. En d'autres termes, le dilemme est entre la poursuite des politiques visant à réduire les risques et le renforcement de la mutualisation des risques. Avancer sur les deux fronts sera essentiel pour assurer l'avenir de la zone euro.

Giuseppe Bianco

LAST RESORT: THE FINANCIAL CRISIS AND THE FUTURE OF BAILOUTS

Eric A. Posner
Chicago, University of Chicago Press, 2018, 272 pages

Eric Posner, professeur à l'université de Chicago, étudie ici les renflouements (*bailouts*) engagés par les autorités publiques américaines lors de la crise de 2008-2009. Il montre que le Trésor, la *Federal Reserve* et les principaux régulateurs ont alors été contraints de violer la loi pour empêcher l'effondrement du système financier.

PE4-2018_Corpus.indb 202 23/11/2018 10:18:53

Les exemples avancés sont légion. L'assureur AIG a été sauvé grâce à un prêt de la banque centrale mais a dû céder en contrepartie 80 % de son capital, ce qui s'apparente à une expropriation. Lors du renflouement des deux spécialistes du crédit hypothécaire, Fannie Mae et Freddie Mac, l'administration américaine a outrepassé ses prérogatives. L'*Exchange Stabilization Fund*, créé sous le New Deal pour stabiliser la valeur du dollar, a servi à soutenir les fonds mutuels.

L'auteur sous-entend ensuite que les *bailouts* ont été en partie inspirés par des considérations extra-financières. Il émet des doutes sur l'insolvabilité présumée de la banque Lehman Brothers – volontairement abandonnée par Washington –, et estime que les pouvoirs publics se sont montrés excessivement conciliants avec les grandes banques de Wall Street parce qu'il était indispensable qu'elles prêtent aux constructeurs automobiles au bord de la faillite. Pour étayer son analyse, le juriste rappelle que, contrairement aux plans de secours en faveur d'AIG, de Fannie Mae et Freddie Mac, les renflouements des constructeurs automobiles ont fait perdre de l'argent à l'État américain. Les priorités étaient alors de préserver les emplois et les systèmes de retraite.

Enfin, Eric Posner présente ce que devrait être le cadre juridique adéquat pour que les autorités publiques puissent, à l'avenir, contenir une crise systémique de façon efficace en toute légalité. Il juge que la notion de « prêteur en dernier ressort » (PDR) est obsolète, et qu'il est temps de passer à celle de « faiseur de marché en dernier ressort » (*market maker of last resort*). Prenant le contre-pied des dispositions de la loi Dodd-Frank de 2010, il plaide pour un élargissement des prérogatives des divers régulateurs susceptibles d'intervenir en tant que PDR. Par exemple, ils devraient être habilités à acheter un très large éventail d'actifs, à garantir la dette des institutions financières, et à leur prêter en acceptant, si nécessaire, des collatéraux de piètre qualité. Les prêts d'urgence devraient être accordés à des taux à peine supérieurs à ceux en vigueur sur le marché afin de convaincre les établissements en difficulté de recourir à un PDR le moins tard possible. En revanche, le nouveau régime juridique devrait permettre de corriger tout favoritisme ou abus de pouvoir commis durant la période de stress financier.

Cet ouvrage est passionnant, mais la thèse défendue demeure très discutable. En remettant en cause trois des quatre grands principes qui devraient guider un PDR – à savoir la nécessité de prêter à des entités *solvables* disposant de *bons collatéraux* à des taux d'intérêt *élevés* –, Eric Posner encourage inévitablement l'aléa moral. Il en est conscient et compte sur des réglementations *ex ante* draconiennes (comme les exigences en capital) pour contenir le problème. On reste cependant sceptique quand on connaît la capacité des banques américaines à contourner les régulations. On regrette aussi que la question du *too big to fail* soit éludée.

Norbert Gaillard

START-UP POLAND: THE PEOPLE WHO TRANSFORMED AN ECONOMY

Jan Cienski
Chicago, University Press of Chicago, 2018, 272 pages

En 2019, la Pologne fêtera 30 ans de liberté. Les Polonais salueront le

formidable décollage économique qui a accompagné cette tranche d'histoire. Le livre de Jan Cienski arrive à point nommé. Durant plus de dix ans, comme responsable du bureau polonais du prestigieux *Financial Times*, il fut un témoin direct des changements économiques exceptionnels qui ont permis à la Pologne non seulement de doubler son produit intérieur brut, mais surtout d'échapper à la récession en 2009, et de devenir le seul pays d'Europe à enregistrer une croissance continue depuis 1992.

Bien que nombre d'analyses économiques aient déjà été consacrées à la Pologne de cette période, l'ouvrage de Jan Cienski a le mérite d'aborder la question de la transition économique en s'écartant des sentiers battus. Le lecteur n'est pas inondé de données statistiques, mais découvre la naissance du capitalisme polonais à travers des histoires personnelles de pionniers polonais qui ont pris le risque de développer leurs propres affaires dans le contexte particulier d'une économie post-communiste dévastée.

Le livre s'ouvre sur le passage douloureux d'une République populaire à la Troisième République. Les réformes économiques mises en place par le premier gouvernement de Tadeusz Mazowiecki sont racontées par des entrepreneurs qui soulignent eux-mêmes que rien n'était gagné d'avance, et que l'impopularité de ces réformes aurait pu être utilisée par les communistes pour détourner la Pologne du chemin menant vers un système libéral. Le lecteur découvre alors qu'à la fin des années 1980, 75 % de l'économie polonaise était sous monopole d'État ; seule la campagne était relativement épargnée. Les communistes n'ont en effet jamais réussi à soumettre la campagne polonaise – idée aussi absurde, commente l'auteur, que de tenter de mettre une selle à une vache, comme disait Staline. Dans le même temps, Jan Cienski explique comment, à la fin de la période communiste, les Polonais ont appris à se débrouiller. Leur esprit d'entreprise les a servis après la chute du communisme.

Dans les chapitres suivants, l'auteur met en lumière l'évolution très dynamique du secteur privé en Pologne au début des années 1990 – une caractéristique de la transition polonaise. Ce dynamisme était inconnu dans d'autres pays de l'ancien bloc communiste.

Le côté novateur de l'ouvrage mérite d'être souligné. Le lecteur plonge dès les premières pages dans la vie personnelle d'entrepreneurs qui ont dû faire face à l'absence de banques modernes, à des impôts très élevés, à des problèmes de visas, à des douanes et des administrations mal préparées pour les accompagner. Grâce à ces récits, le lecteur saisit l'importance de ce secteur privé qui a majoritairement contribué au succès de la transition économique polonaise. Certaines comparaisons peuvent être jugées hasardeuses, notamment lorsque l'auteur parle d'« oligarques polonais » en décrivant les investisseurs les plus fortunés de Pologne. Or il est difficile de comparer les entrepreneurs polonais aux oligarques de Russie ou d'Ukraine, dont la fortune provient souvent de transactions peu transparentes.

Sans conteste, cet ouvrage, qui peut se lire d'une seule traite, est d'une grande utilité pour comprendre l'un des aspects du succès de la transition économique polonaise.

Krzysztof Soloch

PE4-2018_Corpus.indb 204 23/11/2018 10:18:53

SÉCURITÉ/STRATÉGIE

LA TERRE DE L'INSOLENCE. UNE ANTHROPOLOGIE DES CONFLITS

Nicolas Israël
Paris, Les Belles Lettres, 2018, 288 pages

Nicolas Israël, agrégé et docteur en philosophie, a réalisé au cours des dernières années plusieurs consultances pour des institutions françaises sur la lutte contre le terrorisme et les insurrections. Le rapport qu'il a co-écrit en 2012 sur l'« engagement tribal » est par exemple disponible sur le site du Conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégiques (CSFRS).

Dans *La Terre de l'insolence*, il étudie certains conflits contemporains – en particulier en Afghanistan, au Mali et en Somalie – en partant de la base de l'organisation sociale. Les premiers chapitres sont assez conceptuels. L'auteur y définit les notions de tribu, de lignage ou encore de système segmentaire. Il montre que dans les sociétés tribales, les individus sont soumis à des allégeances multiples et parfois concurrentes. Son propos est agrémenté de nombreuses références à des anthropologues, sociologues, philosophes, psychanalystes ou encore spécialistes de stratégie. Balloté entre Lévi-Strauss, Clastres, Gellner, Durkheim, Weber, Freud, Nietzsche, Spinoza et tant d'autres, le lecteur a parfois du mal à suivre la pensée de l'auteur.

Le propos devient plus concret dans la deuxième moitié de l'ouvrage, quand Nicolas Israël détaille des cas d'espèce. Les passages dédiés aux dysfonctionnements des interventions occidentales dans des sociétés tribales sont particulièrement intéressants. L'auteur analyse par exemple les erreurs commises par les autorités coloniales françaises, au début du XXe siècle, face aux Touaregs. En voulant renforcer les pouvoirs du chef des Kel Adagh, les Français n'ont fait que l'affaiblir, et en voulant corriger leur erreur ils ont profondément déstabilisé l'équilibre tribal. Nicolas Israël montre à quel point, plus près de nous, la volonté des Américains de renforcer l'État central en Afghanistan a occulté les dynamiques locales et, en définitive, renforcé l'insurrection et la corruption.

Les exemples développés dans cet ouvrage conduisent à l'énoncé d'une thèse iconoclaste, particulièrement critique à l'égard du *state building* : en voulant mettre sur pied un « État-Léviathan » dans des sociétés tribales, les Occidentaux ne feraient que nourrir les conflits et se condamneraient à l'échec. Aussi, les velléités de stabilisation des États faillis devraient-elles passer par une compréhension beaucoup plus fine des mécaniques tribales, et par un renforcement des institutions traditionnelles. Considérer que ces mécaniques et institutions sapent l'État reviendrait à pécher par ethnocentrisme.

Au contraire, affirme l'auteur, « c'est en s'appuyant sur des groupes de solidarité locaux pour assurer la sécurité et la justice à l'échelon local que l'on pourra progressivement garantir la viabilité de l'État central ». Autrement dit, dans un contexte tribal, les milices ne constituent pas nécessairement une menace pour l'État. Ceci est notamment dû au fait que les tribus ne parviennent pas à organiser la vie sociale au-delà d'une certaine échelle – le district pour l'Afghanistan.

PE4-2018_Corpus.indb 205 23/11/2018 10:18:53

« La guerre ! C'est une chose trop grave pour la confier à des militaires », disait Clemenceau. Après lecture de cet ouvrage, on ne la confierait pas non plus à des anthropologues. Mais on inviterait volontiers les premiers à consulter plus régulièrement les seconds.

Marc Hecker

SMALL WARS, BIG DATA: THE INFORMATION REVOLUTION IN MODERN CONFLICT

Eli Berman, Joseph H. Felter et Jacob N. Shapiro
Princeton, Princeton University Press, 2018, 408 pages

Ce livre tente de tirer des leçons pratiques et opérationnelles des dernières opérations de contre-insurrection, principalement menées par les forces armées américaines. À cet effet, les auteurs rappellent d'abord l'importance des « petites guerres » de nos jours, et leurs spécificités. Ils présentent ensuite leur méthode, qui peut se résumer rapidement par l'exploitation d'un volume toujours plus important de micro-données locales pour tester certaines hypothèses à l'aide des sciences sociales ou des outils statistiques.

Trois types d'acteurs sont impliqués dans ce type de conflit, à savoir le soldat, le rebelle et le civil. Ce dernier tient une position stratégique, puisqu'il détient des informations essentielles en observant comment les deux camps rivaux agissent dans son environnement proche. En aménageant des conditions favorables pour que les civils fournissent spontanément des tuyaux (*tips*), le gouvernement peut s'assurer un avantage comparatif.

Pour consolider cette relation de confiance, et ce que les auteurs appellent l'approche centrée sur l'information (*information-centric approach*), différentes problématiques sont explorées. Le livre montre notamment que le développement de la téléphonie mobile favorise la circulation des informations, souvent anonymes, vers les représentants institutionnels. Dans le domaine de l'aide au développement, les projets locaux les plus modestes, les moins risqués, pour lesquels la population a été bien informée et qui ont un impact immédiat, offrent les retombées les plus positives. Il est cependant nécessaire que la force militaire assure la protection des agents et des installations. Aide et protection sont donc indispensables et complémentaires. En revanche, les projets très importants, nécessitant de gros investissements, nourrissent la corruption et sont plus difficilement achevés. Ils suscitent de la déception.

Enfin, la population civile a tendance à fuir le camp le plus brutal à son égard. La violence locale décroît quand des rebelles ont causé des pertes civiles (l'installation du gouvernement est soutenue), et elle augmente quand les troupes gouvernementales ont causé des dommages collatéraux (le retour des rebelles n'est pas contrarié).

Ces leçons sont essentiellement valides au niveau local. Les auteurs conviennent qu'elles sont insuffisantes pour contrôler un pays, tout en notant qu'elles peuvent aussi offrir de belles opportunités. Ils ajoutent que ce qui se vérifie parfois dans un environnement urbain peut être contredit dans un environnement champêtre ou montagneux.

L'impression générale laissée par ce livre très documenté, très riche, mais parfois un peu trop didactique, est

PE4-2018_Corpus.indb 206 23/11/2018 10:18:53

qu'il n'apprendra que peu de choses aux experts de la contre-insurrection. Mais il mérite d'être lu et commenté par tous, car les auteurs démontrent soigneusement leurs thèses, et leurs implications ne sont pas neutres. Faut-il développer les réseaux de téléphone mobile, même s'ils servent aussi à déclencher les engins explosifs improvisés ? Les appuis-feux doivent-ils être très contrôlés pour limiter les dommages collatéraux, quitte à subir plus de pertes dans les engagements ? Quels sont les atouts et les limites d'une approche *bottom-up* ? Autant de questions très sensibles, auxquelles ce livre offre des éléments de réponse essentiels.

Jean-Christophe Noël

STRATEGY, EVOLUTION AND WAR: FROM APES TO ARTIFICIAL INTELLIGENCE

Kenneth Payne
Washington D.C., Georgetown University Press, 2018, 272 pages

Kenneth Payne est un chercheur britannique travaillant à la School of Security Studies du King's College de Londres. Après avoir écrit notamment deux livres sur les liens entre psychologie et stratégie dans les conflits récents, il publie un ouvrage stimulant mettant en regard l'évolution de l'homme et la stratégie.

L'auteur mobilise plusieurs disciplines comme l'histoire, l'anthropologie, les relations internationales, l'économie comportementale ou la psychologie évolutionniste pour caractériser le passé et l'avenir de la stratégie. La psychologie évolutionniste prend pour hypothèse principale que notre comportement est le produit de notre évolution. Nos ancêtres ont survécu et se sont reproduits en mettant en œuvre des qualités particulières, qui définissent désormais notre espèce. Kenneth Payne tente de les mettre à jour dans le domaine de la stratégie et souhaite démontrer que cette dernière est demeurée une affaire essentiellement psychologique au cours du temps. Il sélectionne à cet effet trois moments de l'histoire militaire occidentale, décrivant les analyses de Thucydide sur les guerres du Péloponnèse, les écrits de Clausewitz ou les réflexions autour de la guerre nucléaire. Il reconnaît que la technologie ou la culture ont sans conteste influencé les formes de la guerre et qu'elles ont ajouté des dimensions supplémentaires à la stratégie en la complexifiant. Mais pour Kenneth Payne, la stratégie a bien conservé la même essence au cours des siècles. Elle est toujours élaborée par des groupes d'hommes disposant de capacités biologiques et cognitives similaires depuis 100 000 ans.

L'avènement de l'Intelligence artificielle (IA) pourrait bouleverser ce processus. Kenneth Payne montre comment l'introduction de cette technologie pourrait par exemple transformer l'équilibre entre les puissances. Une nation possédant les IA les plus performantes pourrait s'imposer aisément, parce que ses machines domineraient celles de ses adversaires, plus lentes à réagir. Surtout, les fondements cognitifs des raisonnements ne seraient plus les mêmes. L'homme et la machine prendront certainement des décisions selon des modalités différentes. La machine ne sera pas soumise aux contraintes biologiques. Dans le cas de processus stratégiques comme l'escalade, la dissuasion ou la coercition, une IA stratégique pourrait suggérer des modes d'action sensiblement différents de ceux imaginés par les humains, offrant une plus grande probabilité de l'emporter mais

PE4-2018_Corpus.indb 207 23/11/2018 10:18:53

négligeant nos affects. Pour autant, la friction, la chance ou l'incertitude demeureraient une constante du champ de bataille, du fait de la complexité du monde réel.

Plusieurs lectures peuvent être faites de ce livre très dense, dont quelques parties auraient mérité un plus long développement. Certains seront intéressés par les chapitres décrivant la manière dont l'esprit stratégique a émergé chez l'homme. D'autres scruteront avec intérêt les thèses sur l'introduction des logiciels dans la prise de décision. Ces lectures susciteront des critiques passionnées, des réactions ou de l'enthousiasme. Elles alimenteront sans aucun doute la discussion. Dans tous les cas, les ouvrages documentés tentant de saisir le sens de l'évolution de la stratégie depuis l'apparition de l'*homo sapiens* sont suffisamment rares pour que nous ne boudions pas notre plaisir.

Jean-Christophe Noël

LA DISSUASION AU TROISIÈME ÂGE NUCLÉAIRE

Pierre Vandier
Paris, Éditions du Rocher, 2018, 112 pages

Ce court essai de l'amiral Pierre Vandier, chef du cabinet militaire de la ministre des Armées, réalise une prouesse, combinant une étude transversale des propriétés des trois « âges nucléaires », une analyse des transformations géopolitiques et capacitaires récentes, et une réflexion nuancée sur l'adéquation de la politique française de dissuasion nucléaire aux défis contemporains.

Issu d'un travail du Centre des hautes études militaires (CHEM), l'ouvrage reflète la vitalité d'une pensée française où les contributions des officiers d'active sont trop rares – les généraux Lecointre, actuel chef d'état-major des armées, et Durieux, actuel chef du cabinet militaire du Premier ministre, représentant deux des exceptions les plus notables. L'expression militaire sur la stratégie nucléaire est d'autant plus précieuse qu'elle est rare, alors même que les pères fondateurs de la dissuasion française furent quasiment tous militaires. Pierre Vandier s'appuie d'ailleurs sur les réflexions de Raoul Castex, André Beaufre, Lucien Poirier et Pierre-Marie Gallois, et convoque de manière fort pertinente des classiques américains comme Bernard Brodie et Thomas Schelling, ou des penseurs français plus contemporains, comme Thérèse Delpech ou Christian Malis.

Le texte s'ouvre par un exposé revenant sur les fondements de l'ère ouverte par le développement de la bombe atomique : les propriétés techniques de l'arme, la relativisation des rapports de force classiques ainsi que la naissance d'un discours dissuasif, d'une norme de non-emploi et du régime de non-prolifération. Le deuxième âge nucléaire est celui des espoirs de désarmement nés de la fin de la guerre froide, avec des réalisations bien réelles (Traité d'interdiction des essais nucléaires, maîtrise des armements entre Washington et Moscou, extension du Traité de non-prolifération, etc.). Mais les efforts ultérieurs se heurtent dès la fin des années 1990 aux crises de prolifération, aux essais nucléaires indiens et pakistanais ou à la sortie des États-Unis du traité ABM en 2002.

Le troisième âge nucléaire mêle réaffirmation des logiques de puissance, développement renouvelé de moyens d'agression « sous la voûte nucléaire », et rééquilibrage plus profond des

PE4-2018_Corpus.indb 208 23/11/2018 10:18:53

capacités militaires en défaveur de l'Occident en général, et de l'Europe et de la France en particulier. Cet environnement dégradé amène logiquement l'auteur à réaffirmer la pertinence d'une dissuasion nucléaire française à deux composantes (sous-marine et aéroportée), qui doivent rester en mesure de percer les défenses adverses (déni d'accès, défense antimissile).

Enfin, l'auteur propose les bases d'une adaptation de la doctrine. En raison du poids grandissant de scénarios de crises régionales pouvant impliquer des intérêts vitaux plus difficiles à cerner qu'auparavant et menacés plus indirectement, il souligne la nécessité de mieux combiner stratégies de dissuasion et d'action extérieure, et donc de mieux faire cohabiter dissuasion nucléaire et forces conventionnelles – le précédent de la stratégie française pendant la guerre froide est ici convoqué à raison. Paris devrait « élargir les options du discours de dissuasion » en tirant profit de la capacité des *Rafale* et du porte-avions *Charles de Gaulle* à envoyer, selon les besoins, des signaux de nature nucléaire ou conventionnelle. Que l'on partage ou non ses recommandations, l'ouvrage contribue de manière stimulante à un débat que certains jugent, à tort, inexistant.

Corentin Brustlein

DISRUPT AND DENY: SPIES, SPECIAL FORCES, AND THE SECRET PURSUIT OF BRITISH FOREIGN POLICY

Rory Cormac
Oxford, Oxford University Press, 2018, 416 pages

Cet ouvrage enrichit les études des opérations clandestines extérieures des autorités britanniques. Il suit la chronologie : la guerre froide (1945-fin des années 1950) ; la fin de l'Empire (1953-milieu des années 1960) ; l'âge des illusions (1965-présent). Chacun de ces blocs retrace les interventions les plus abouties (Iran/Oman) comme les montages avortés ou affadis. L'ensemble est ainsi remarquablement lisible sans tomber dans les platitudes anecdotiques.

Ce travail méticuleux, qui s'appuie sur un large ensemble de documents déclassifiés et de recherches historiques, met en lumière la complexité des rapports entre leaders politiques, coordinateurs administratifs de haut niveau, responsables du Trésor, diplomates de carrière, fonctionnaires du renseignement et chefs militaires. Chacun de ces groupes possède son propre agenda, ses propres biais cognitifs, ses propres manières d'envisager le ratio gains/coûts de ses décisions. Faire en sorte qu'émergent des alignements stables constitue de ce point de vue un défi permanent. À défaut d'atteindre un consensus de fond, il arrive donc que des facteurs *a priori* annexes prennent le dessus dans les processus décisionnels.

À plusieurs reprises, l'auteur mentionne l'état des relations avec la CIA et la Maison-Blanche comme le déterminant ultime. Les considérations de politique intérieure (frustrations des grands décideurs) ne sont pas non plus absentes. À la fin cependant, l'auteur relève des constantes telles que l'orientation défensive (préservation des positions acquises) des manœuvres de déstabilisation, ou encore la recherche de systèmes de légitimation et de détournement du blâme (déni plausible), permettant de limiter les complications en cas de publicité négative. Ces facteurs expliquent pourquoi

PE4-2018_Corpus.indb 209 23/11/2018 10:18:53

les chefs d'état-major ont longtemps été marginalisés. En substance : trop-plein de pulsions bellicistes et ostentatoires cadrant mal avec les impératifs de discrétion élémentaires.

Plus concrètement, *Disrupt and Deny* montre l'évolution des répertoires opérationnels et leur adaptation plus ou moins pertinente aux contraintes du moment. Enclins à recycler les recettes ayant marché dans un passé mythique, les anciens du renseignement ont longtemps exercé une influence stérilisante. Une partie des blocages semble avoir sauté dans les années 1970-1980. L'Irlande du Nord a notamment servi de laboratoire d'essai pour redéfinir les modes d'intervention du Special Air Service (SAS) et de ses extensions semi-clandestines. Plus près de nous, la lutte anti-terroriste a donné lieu à l'émergence de nouvelles tactiques de contre-information et de disruption, mettant à contribution les ressources du Government Communications Headquarters. À relever, encore, les efforts de Rory Cormac pour réhabiliter le Foreign Office, souvent taxé de pusillanimité par les milieux du renseignement. Les diplomates britanniques n'hésitent pas à exprimer à leurs réticences. À de nombreuses occasions, ils attirent l'attention sur les retombées contre-productives de telle ou telle initiative. Par exemple : pourquoi renverser un gouvernement socialiste si cela revient à installer un régime islamiste générateur de problèmes bien pires ? Ces mises en garde raisonnées semblent peser d'un poids restreint. Sur le long terme, elles ont permis au Secret Intelligence Service (SIS) de ne pas tomber dans les dérives du renseignement américain, en phase haute de la guerre froide ou post-2001.

Jérôme Marchand

MON ENFANT SE RADICALISE. DES FAMILLES DE DJIHADISTES ET DES JEUNES TÉMOIGNENT

Vincent de Gaulejac et Isabelle Seret
Paris, Odile Jacob, 2018,
288 pages

Vincent de Gaulejac, professeur émérite à l'université Paris-Diderot, préside le Réseau international de sociologie clinique. Dans un article paru en 2014[1], il définit cette discipline comme « l'analyse des processus socio-psychiques qui caractérisent les relations complexes et intimes entre l'être de l'homme et l'être de la société ». Voilà qui paraît abscons aux non-initiés mais qui devient plus clair à la lecture de son nouvel ouvrage.

Ce livre, co-écrit avec Isabelle Seret, décrit un projet de prévention de la radicalisation et de désengagement de la violence baptisé « Rien à faire, rien à perdre » (Rafrap). Ce projet, qui s'est déroulé en Belgique, a permis de prendre en charge des familles de djihadistes et des jeunes ayant voulu partir en Syrie. L'objectif est à la fois de faciliter la reconstruction et la réinsertion sociale des personnes suivies, et d'utiliser certains témoignages à des fins de prévention de la radicalisation, notamment en milieu scolaire.

Plusieurs mères de djihadistes expriment une détresse et une honte incommensurables. La société les perçoit comme coupables d'avoir enfanté des monstres, et comme potentiellement complices. Pourtant, elles rejettent le terrorisme et se voient, elles aussi, comme des victimes. Elles ont d'ailleurs entrepris

1. Vincent de Gaulejac, « Pour une sociologie clinique du travail », *La Nouvelle Revue du travail*, n° 4, 2014.

PE4-2018_Corpus.indb 210 23/11/2018 10:18:53

de se rapprocher de mères de victimes d'attentats, et ont organisé une manifestation commune après les attaques de Bruxelles en 2016. Elles ont beaucoup de mal à comprendre le processus de radicalisation de leurs enfants et conçoivent souvent leur dérive comme une forme d'emprise sectaire.

Quatre chapitres sont consacrés à des jeunes pris en charge dans le cadre du projet Rafrap. Ils ont des profils différents (deux garçons et deux filles, dont une convertie), mais ont pour point commun d'avoir été séduits par le discours de Daech alors qu'ils étaient encore mineurs. Les causes de leur radicalisation sont complexes : « Le djihadisme est un phénomène social total qui traverse les registres psychologiques, anthropologiques et politiques. » Pour mieux saisir cette complexité, il est recommandé de lire l'ouvrage de Vincent de Gaulejac et Isabelle Seret avec un ordinateur à portée de main. En effet, des codes sont fournis pour accéder aux vidéos dans lesquelles ces jeunes analysent leurs parcours. On y voit que chaque processus de radicalisation est unique, même si certains registres peuvent être récurrents (sensibilité aux injustices, quête de reconnaissance, etc.).

Ces jeunes – grâce à l'aide de leur famille et à l'encadrement de professionnels – semblent en voie de réinsertion. Les auteurs se gardent bien, toutefois, de tout angélisme. Ils savent que des manipulations et des revirements sont possibles. Ils savent aussi que leur méthode – basée sur l'écoute, l'empathie et la bienveillance – ne peut fonctionner avec les cas les plus durs. Ils ne s'opposent pas à l'approche répressive de la lutte contre le terrorisme et n'hésitent pas à alerter les autorités compétentes en cas de danger. Ils expliquent néanmoins que la répression ne peut suffire, car les jeunes Belges et Français attirés par le djihadisme appartiennent, qu'on le veuille ou non, à la communauté nationale. Leur retour à la vie normale – avec toutes les précautions qui s'imposent – est un enjeu de sécurité.

Marc Hecker

BECOMING A EUROPEAN HOMEGROWN JIHADIST: A MULTILEVEL ANALYSIS OF INVOLVEMENT IN THE DUTCH HOFSTADGROUP, 2002-2005

Bart Schuurman
Amsterdam, Amsterdam University Press, 2018, 272 pages

L'assassinat du réalisateur Theo van Gogh le 2 novembre 2004 peut paraître lointain. Il hante pourtant la mémoire néerlandaise. Ce meurtre plane sur chaque nouvelle attaque terroriste aux Pays-Bas (comme celle de la gare d'Amsterdam d'août 2018), même déjouée par les autorités (un « attentat majeur » à Arnhem, fin septembre). Il nous rappelle combien la violence djihadiste trouve un terreau fertile en Europe, et même dans un pays certes moins touché ces dernières années mais néanmoins soumis aux mêmes menaces que ses voisins. C'est dans ce contexte sensible, et avec une démarche principalement inductive, que Bart Schuurman retrace dans cet ouvrage issu de sa thèse de doctorat l'histoire du groupe auquel l'assaillant d'origine marocaine Mohammed Bouyeri appartenait. Depuis les années 2000, ce groupe avait reçu des services de renseignement locaux le nom de code Hofstad, en référence à la ville de La Haye où plusieurs de ses membres vivaient, se fréquentaient et s'étaient radicalisés.

PE4-2018_Corpus.indb 211 23/11/2018 10:18:53

Partant de ces événements tragiques, mais aussi de ce qui a suivi avec la montée en force de l'État islamique au printemps 2014, Bart Schuurman s'interroge sur les conditions d'entrée dans le « djihadisme européen ». « Pourquoi » et « comment » : voilà les maîtres-mots d'une étude qui tranche avec certaines approches trop statiques et linéaires du terrorisme, pour en souligner la diversité d'objectifs, de moyens, de structures organisationnelles et de directions idéologiques. Avec force conviction, l'auteur procède à une démonstration empirique. Il souligne en effet le peu de validation par les faits des entreprises théoriques passées. Il rejette, par ailleurs, l'usage d'informations de seconde main, médiatiques, privilégiant le recours à des sources primaires (policières). Il rappelle enfin, dans ses conclusions, que le cas Hofstad a ses spécificités, et ne saurait être étendu à d'autres mouvances djihadistes actives en Europe.

D'un chapitre à l'autre, Bart Schuurman nous entraîne au cœur d'une chronologie obscure mais captivante pour quiconque s'intéresse au djihadisme, s'interrogeant de manière critique sur la nature même du groupe Hofstad – « local », « djihadiste », « terroriste » –, et sur les conditions de sa formation. Quelle y fut la part de l'individuel, du collectif ? L'auteur procède à un inventaire des facteurs ayant influencé cet engagement terroriste : structurels (pauvreté, situation géopolitique, inégalités sociales), cognitifs et psychologiques, affectifs. Au terme de sa démonstration, il parvient à rendre compte avec finesse de la complexité du phénomène, de la multiplicité de ses causes et du large spectre d'actions qu'il est susceptible d'inspirer et de façonner : de la simple radicalisation des esprits à l'acte violent.

Si la recherche de Bart Schuurman entend mettre en exergue certaines particularités nationales propres aux Pays-Bas, ses résultats n'entrent pas moins clairement en résonance avec d'autres configurations, française notamment. Les sciences sociales se sont ici en large part orientées vers une analyse analogue du djihadisme : multidimensionnelle, processuelle et biographique. Dans un monde où les causes politiques et les réseaux sont transnationalisés, l'optique comparatiste n'est dénuée ni d'intérêt, ni de fondements.

Myriam Benraad

EUROPE

LE PARLEMENT EUROPÉEN AU TRAVAIL. ENQUÊTES SOCIOLOGIQUES

Sébastien Michon (dir.)
Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018, 344 pages

Le Parlement européen au travail propose une analyse alternative aux études centrées sur l'institution au détriment de ses acteurs, ou à celles qui, fondées sur le langage des variables ou la modélisation, conduisent à trop autonomiser l'institution, ses acteurs comme leurs pratiques, en éclairant essentiellement les plus institutionnalisés d'entre eux.

Il s'agit d'abord ici de rendre compte de l'espace des pratiques des parlementaires, des modalités de leurs investissements au Parlement européen et des choix qu'ils y opèrent, à partir de leurs propriétés et de leurs trajectoires, sociales, politiques et institutionnelles,

PE4-2018_Corpus.indb 212 23/11/2018 10:18:54

dans la lignée de la structuration d'un « champ de l'eurocratie[2] ».

Dans la première partie, les auteurs renouvellent – par des méthodes et des données inédites – une analyse des carrières longues d'élus, qui met en exergue l'existence d'un « noyau dur » concentrant assez de ressources spécifiques pour occuper les positions de pouvoir. L'accent est cependant mis ici sur les formes de division du travail au sein de ce noyau. Le chapitre introductif présente une cartographie de l'institution organisée par une analyse structurale, qui précise les processus de division du travail parlementaire comme les conditions sociales et politiques de l'investissement du Parlement européen. Willy Beauvallet, Julien Boelaert et Sébastien Michon l'affinent en se concentrant sur les positions qui favorisent l'exercice du pouvoir. Sur cette première scène ainsi campée, les auteurs sont invités à éclairer des groupes (Cédric Pellen et les membres de la délégation polonaise), des enjeux (Laure Neumayer et les politiques mémorielles anticommunistes), ou des processus spécifiques (les conditions sociales et politiques de la *revolving door* étudiées par Hélène Michel et Victor Lepaux).

La seconde partie s'attache à restituer les logiques de production et de division du travail politique, en éclairant les coulisses et en ajustant la focale sur les co-producteurs du travail parlementaire. Il s'agit d'abord de donner à voir la division du travail interne au Parlement européen entre élus et administrateurs, assistants parlementaires, agents de groupes politiques, en s'intéressant à des groupes (les équipes des europartis étudiées par Francisco Roa Bastos) ou à des processus de divisions internes (la production d'un rapport sur la *troïka*, analysée par Marylou Hamm). C'est ensuite la contribution au travail parlementaire d'agents extérieurs à l'institution qui mobilise les auteurs, analysant la division interne des groupes d'intérêts (Yohann Morival et les groupes patronaux) ou leur co-production du travail parlementaire (Yiorgos Vassalos et la révision MiFID 2).

L'ouvrage permet ainsi d'inscrire les pratiques parlementaires dans un contexte relationnel plus large : si l'espace relationnel propre que constitue le Parlement importe, l'analyse fait saillir les processus de division et de spécialisation du travail en son sein, et le repositionne dans un champ bureaucratique constitué par les luttes et les coopérations entre les professionnels des politiques européennes. Là, comme le souligne Didier Georgakakis, l'autorité dépend moins du capital électoral ou du rôle de représentation, que de l'expertise ou de la mandature d'autres institutions, organisations ou bureaux. C'est ce qui donne la cohérence d'ensemble à l'ouvrage et permet de voir le Parlement européen autrement.

Marine de Lassalle

THE POLITICAL ECONOMY OF CONTEMPORARY SPAIN: FROM MIRACLE TO MIRAGE

Luis Buendia et Ricardo Molero-Simarro (dir.)
Londres, Routledge, 2018, 160 pages

L'objectif de ce livre est d'analyser la crise actuelle en Espagne dans le cadre

2. D. Georgakakis (dir.), *Le Champ de l'eurocratie : une sociologie politique du personnel de l'UE*, Paris, Economica, 2012.

PE4-2018_Corpus.indb 213 23/11/2018 10:18:54

d'un processus plus large d'ajustement permanent des salaires, qui aurait commencé après l'approbation du traité de Maastricht et se serait renforcé depuis 2009. Avec une approche hétérodoxe historico-structurelle, l'ouvrage étudie les relations entre production, travail et finance, avant et après la crise, pour proposer certains changements de politique économique, visant à réviser complètement le processus d'ajustement des salaires et à réduire les inégalités en matière de distribution des revenus.

L'analyse commence par la description du processus d'accumulation de l'économie espagnole, caractérisé par un investissement surdimensionné dans les actifs immobiliers. Ce processus, fondé sur la construction résidentielle, a engendré diverses distorsions, telle la détérioration de la rentabilité, avec des conséquences néfastes sur les autres secteurs. Les limitations du secteur productif ont conditionné l'insertion de l'Espagne dans l'économie mondiale. On a dès lors constaté un déficit structurel, causé par la faiblesse des secteurs dédiés à l'exportation et une spécialisation dans la production de biens à faible valeur ajoutée.

L'évolution du système financier a été conditionnée par ce modèle d'accumulation et d'insertion. Les vulnérabilités de l'économie espagnole ont conduit à une dépendance croissante à l'égard des financements extérieurs, et augmenté les risques de défaut de paiement. L'adhésion à l'Union économique et monétaire n'a fait qu'aggraver cette situation. En outre, la mauvaise gestion de la crise bancaire – réglant prioritairement les problèmes de liquidité, et non de solvabilité – a eu un impact régressif sur la distribution des revenus.

La réforme du travail instaurée après la crise n'a fait que renforcer la tendance déjà existante à la déréglementation. Le marché du travail espagnol a été caractérisé par des déséquilibres croissants, en particulier par la hausse du chômage et le taux élevé d'emplois temporaires. Le développement des secteurs à faible productivité a consolidé un marché du travail à bas salaires. Les résultats sont connus : précarisation accrue, stagnation des salaires, et détérioration des conditions de travail.

L'ajustement des salaires, qui avait débuté pendant la phase d'expansion des années 1990 et 2000, s'est intensifié pendant la récession. La précarité de l'emploi et la stagnation des salaires ont eu un impact négatif sur les salaires réels : la part des salaires dans le revenu national a, du coup, diminué. Les politiques d'austérité budgétaire appliquées après la crise ont logiquement affecté les systèmes de protection sociale et accentué la dégradation du niveau de vie des citoyens. Cette situation aboutit à une conclusion : l'Espagne vient de vivre sa « décennie perdue ».

Pour inverser cette tendance, un changement radical des politiques économiques semble nécessaire. Seraient notamment nécessaires : la création d'une banque publique, l'expansion de la construction de logements sociaux, la mise en œuvre d'une politique industrielle et de la recherche, l'abolition de la réforme constitutionnelle de 2011 qui restreint le déficit public, une réforme fiscale globale, et enfin l'abolition de la réforme du travail.

Anna Solé

PE4-2018_Corpus.indb 214 23/11/2018 10:18:54

ASIE

L'HISTOIRE DU MONDE SE FAIT EN ASIE. UNE AUTRE VISION DU XXE SIÈCLE

Pierre Grosser
Paris, Odile Jacob, 2017, 656 pages

Après la lecture de ces douze chapitres, on ne voit plus l'histoire du monde ni les relations internationales telles qu'on a pu les apprendre en Europe ou en Amérique du Nord. Le but n'est pas de nous dire que les grands événements du siècle passé trouvent leur origine en Asie (même si l'auteur pose souvent la question). Mais plutôt de « dés-européano-centrer » cette histoire, pour la mettre en résonance avec les dynamiques d'un Extrême-Orient souvent précurseur, répétition générale ou baromètre de rapports de force plus globaux, de stratégies est-ouest ou nord-sud.

Que le continent asiatique (ou l'Asie-Pacifique) soit devenu un cœur stratégique du début du XXIe siècle, nul n'en doute. Mais Pierre Grosser nous montre que cette importance est loin d'être nouvelle, et qu'elle a sans doute été sous-estimée. Avant la Première Guerre mondiale, il y eut la défaite russe face au Japon en 1905, première défaite d'armées « blanches » contre des non-Blancs. Après la Grande Guerre, il y eut les ratés du traité de Versailles en Asie, le jeu trouble des Britanniques ou des Russes en Chine ou dans son voisinage, l'échec du multilatéralisme du traité de Washington. Dans l'entre-deux-guerres, il y eut la Mandchourie, abcès de fixation s'il en fut, puis la guerre sino-japonaise. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il y eut Pearl Harbor et le ricoche de la guerre entre l'Allemagne et les États-Unis, puis la guerre du Pacifique qui fait figure de second rideau dans nos manuels derrière Stalingrad ou Berlin, ce qui est un peu court. Puis vint la guerre froide, ses guerres asiatiques fondatrices (Corée, Vietnam) même quand elles n'impliquaient pas les États-Unis (Inde-Chine, mais aussi brouille sino-soviétique, affrontement sino-vietnamien…), l'obsession japonaise de l'Amérique, et la « carte chinoise », des années 1970 à Tien An Men. Il y eut la décolonisation de l'Extrême-Orient, les défaites occidentales, l'essor du Tiers-Monde (et Bandoeng), la prolifération nucléaire (Chine, Inde, Pakistan, Corée du Nord), le temps des idéologies (Mao) et des schismes inter-communistes.

Comme terrain d'affrontements, prétexte, monnaie d'échange ou acteur, l'Asie fut à plus d'un titre un *game changer*. Ce travail colossal, à la bibliographie et aux notes de bas de page plus que fournies, nous le rappelle avec une solidité impressionnante. Le même livre eut-il été possible sur une autre région ? Sans doute pas (à moins que le Moyen-Orient…). De toute évidence, Pierre Grosser a visé au travail de référence plus qu'à l'essai de plage. Pour autant, son opus se lit comme un roman. Si le non spécialiste de l'Asie doit faire quelque effort pour suivre la densité d'une reconstitution diplomatique et stratégique minutieuse et exigeante, si le généraliste peut s'étonner parfois de ne pas voir certains épisodes développés davantage, la démonstration fait toujours sens. L'auteur a voulu nous faire redécouvrir des épisodes fondamentaux insuffisamment appréhendés dans leur dimension asiatique, plutôt que de nous rejouer *Apocalypse Now*, ou de revenir trop longuement sur l'épopée pékinoise de Nixon, dont Henry Kissinger s'est déjà abondamment vanté. Il insiste sur les ruptures

PE4-2018_Corpus.indb 215 23/11/2018 10:18:54

venues d'Asie, plus que sur la continuité occidentale. Reste une leçon d'histoire et de politique comparées, aux horizons soudains démultipliés. Il n'y a pas un seul espace mondial. Si le XXe siècle ne se résume pas au mur de Berlin, le XXIe ne sera pas forcément américain.

Frédéric Charillon

TALIBAN NARRATIVES: THE USE AND POWER OF STORIES IN THE AFGHANISTAN CONFLICT

Thomas H. Johnson
New York, Oxford University Press, 2018, 336 pages

La défaite occidentale face aux talibans a suscité, et suscitera encore, nombre de récits et de tentatives d'explications. Le livre de Thomas H. Johnson sur la propagande de l'insurrection et des États-Unis dans la guerre est la vision d'un praticien, avec les avantages et les limites de l'exercice. Après un premier chapitre théorique, l'auteur analyse les formes de la propagande des talibans à partir de ses différents supports puis, malheureusement plus brièvement, celle de la coalition.

La richesse du livre est dans les matériaux recueillis lors de ses séjours en Afghanistan comme officier à Kandahar. On trouve ainsi des photos, la liste des publications et des sites de l'insurrection, des exemples de lettres de nuit, de longs extraits de textes traduits, des caricatures, etc. Ce matériau primaire satisfera tous ceux qui sont intéressés par une analyse détaillée du conflit.

Malheureusement, l'ouvrage souffre d'un défaut de rigueur gênant pour la compréhension du conflit. On passera sur le premier chapitre, *patchwork* de théorie sans grand intérêt pour le sujet. Il est plus problématique que l'auteur relaie des informations fausses, ou très douteuses. Par exemple, les talibans n'ont jamais annoncé qu'ils feraient revenir le roi Zaher (je peux en témoigner personnellement ayant fait du terrain à l'époque au sud de Kaboul). De même, les talibans, contrairement à ce que dit l'auteur, n'ont pas basé leur gouvernement sur des *local customs*, et ne rejettent en rien le soufisme (même les salafistes reconnaissent d'ailleurs une dimension soufie minimale à l'islam), mais ils sont réticents à certaines pratiques populaires hétérodoxes. Enfin, écrire que les leaders talibans ne connaissent pas « the basic understanding of islam » est simplement faux. Beaucoup de leurs cadres les plus importants sont issus de la Haqqanniya, une madrasa déobandie importante du Pakistan. De plus, tous les juges talibans sont des oulémas, ce qui est contradictoire avec la proposition de l'auteur.

Par ailleurs, ce dernier explique à raison que le mouvement taliban est capable d'organiser une propagande cohérente, solide et réactive. Pourtant, il soutient de façon contradictoire que les talibans sont un mouvement décentralisé et annonce qu'ils se seraient séparés en deux factions (ce qui est faux). Le recul accéléré du gouvernement depuis le désengagement occidental, et dernièrement la prise de la ville de Ghazni, montrent que les talibans ne sont pas paralysés par les conflits internes qu'il décrit. En outre, l'auteur décrit le Hezb-i islami comme étant aujourd'hui un des principaux groupes insurgés en Afghanistan, ce qui n'a jamais été vrai depuis 2001 et n'a plus de sens puisque le groupe s'est désormais rallié.

PE4-2018_Corpus.indb 216 23/11/2018 10:18:54

Si l'auteur montre peu de rigueur dans son traitement de l'insurrection, le chapitre de présentation – fort critique – des opérations de propagande de l'armée américaine est particulièrement riche. Il y souligne par exemple le rôle pas toujours très positif des Afghans de retour au pays, qui ne connaissent plus leur patrie mais conseillent les officiers américains. De même, les erreurs américaines sont minutieusement relevées – par exemple cette photo de famille avec femmes dévoilées sur un tract de l'armée américaine. Enfin, l'abus d'acronymes et de *bullet points*, peu surprenant pour un officier américain, rend la lecture parfois un peu laborieuse.

Gilles Dorronsoro

THE ISLAMIC STATE IN KHORASAN: AFGHANISTAN, PAKISTAN AND THE NEW CENTRAL ASIAN JIHAD

Antonio Giustozzi
Londres, Hurst, 2018, 296 pages

Antonio Giustozzi est *visiting professor* au King's College de Londres et chercheur associé au Royal United Services Institute (RUSI). Il est reconnu comme l'un des meilleurs connaisseurs de l'Afghanistan, pays où il a travaillé pour l'Organisation des Nations unies et pour l'Union européenne. Ses précédents ouvrages – dont *Koran, Kalashnikov and Laptop* (Hurst, 2007) et *Empires of Mud* (Hurst, 2009) – ont fait l'objet de recensions élogieuses.

Il se penche ici sur la tentative d'implantation de Daech au Khorasan – terme utilisé par les djihadistes pour désigner l'Afghanistan, le Pakistan, l'Asie centrale, l'Iran et une partie de l'Inde ainsi que de la Russie. *The Islamic State in Khorasan* est le fruit d'un travail de terrain important, réalisé en collaboration avec une équipe de journalistes afghans et pakistanais. Au total, 121 entretiens ont été conduits, dont la moitié avec des membres de Daech.

Le résultat est d'une précision remarquable et parfois déconcertante, tant l'auteur détaille l'évolution de Daech faction par faction, mois par mois et province par province. Il ressort de ce travail que lorsque l'État islamique a annoncé la création de *wilayas* en dehors du Moyen-Orient, il ne s'agissait pas seulement d'un coup de communication. Une véritable stratégie a été mise en place pour tenter de transposer le modèle syro-irakien dans d'autres zones, dont le Khorasan.

Des centaines d'Afghans et de Pakistanais ont été envoyés en Syrie et en Irak pour combattre aux côtés de Daech. Une partie de ces combattants est ensuite rentrée, appuyée par des formateurs arabes, généralement envoyés en zone pakistano-afghane pour une période de six mois. Pour tenter d'assurer une cohérence idéologique et organisationnelle aux différents groupes djihadistes ayant rejoint Daech-Khorasan, Abou Bakr Al-Baghdadi a successivement dépêché trois représentants spéciaux : Qari Wali Rahman, Abu Yasir Al-Afghani et Abu Hamza Al-Khorasani.

Antonio Giustozzi décrit précisément la structure de Daech-Khorasan, avec ses différentes commissions (finances, logistique, recrutement, propagande, etc.). Cette organisation est décrite comme relativement professionnelle, comparée à d'autres forces locales. Les combattants de l'État islamique apparaissent mieux payés, entraînés et équipés que les talibans.

PE4-2018_Corpus.indb 217 23/11/2018 10:18:54

Le financement – qui se chiffre en dizaines de millions de dollars par an – provient essentiellement de trois sources : des taxes prélevées localement, des transferts de fonds de Daech-central et des donations en provenance du Golfe, en particulier de l'Arabie Saoudite et du Qatar. L'argent collecté a été transféré en Afghanistan et au Pakistan par le système traditionnel de *hawala*, et par l'intermédiaire de sociétés-écran.

L'auteur nuance toutefois la réussite de Daech-Khorasan. Ce groupe souffre de plusieurs maux. Tout d'abord, il dépend trop financièrement de soutiens externes ayant parfois des objectifs contradictoires. Ensuite, il est miné par d'intenses luttes intestines. Enfin, il s'est aliéné une partie de la population par ses méthodes brutales. Antonio Giustozzi se garde bien d'émettre un pronostic sur l'avenir de l'État islamique au Khorasan, tant les dynamiques locales sont complexes et évolutives. Son analyse mérite néanmoins la plus grande attention, et cet ouvrage devrait être lu bien au-delà du cercle des spécialistes de l'Afghanistan.

Marc Hecker

MOYEN-ORIENT

YÉMEN : ÉCRIRE LA GUERRE

Franck Mermier (dir.)
Paris, Classiques Garnier, 2018, 192 pages

Ce livre arrive au bon moment et n'a pas d'équivalent. La guerre fait rage au Yémen depuis presque quatre ans maintenant, et il était temps de donner la parole à des Yéménites pour qu'ils nous expriment leur façon de voir, leur vue « de l'intérieur » en quelque sorte, le conflit étant complexe. Rien ne saurait valoir l'avis des premiers concernés. Tels ont été le choix et l'objectif de Franck Mermier, anthropologue au Centre national de la recherche scientifique, dans cet ouvrage qui paraît sous sa direction. Les huit auteurs, quatre hommes et quatre femmes, écrivains, enseignants, journalistes, chercheurs, ont en commun une connaissance précieuse des ressorts qui animent ce pays largement méconnu, riche de sa culture mais pauvre en hydrocarbures ; ceci expliquant peut-être cela.

En raison des enjeux et de la multiplicité des parties au conflit, à la fois à l'intérieur du Yémen et intervenants extérieurs, on ne sait plus à quelle guerre se vouer pour comprendre une situation rendue inextricable. Pour cette raison, il est d'autant plus difficile pour les médias occidentaux d'en rendre compte à leurs opinions publiques. Il est vrai que se sont rapidement greffées sur les conflits intérieurs yéménites les réactions des voisins, et des intérêts internationaux qui peinent à dire leur nom quand ils n'imposent pas le silence sur la réalité de la guerre. La catastrophe humanitaire annoncée par les plus grandes organisations internationales spécialisées – 18 millions de personnes sont concernées – oblige néanmoins la communauté internationale à se pencher régulièrement au chevet du Yémen.

Parfois, les récits de certains auteurs devront être décryptés pour intéresser le non-spécialiste et lui permettre de comprendre la situation et la portée de tel ou tel propos ; mais l'essentiel est là quand référence est faite à des

PE4-2018_Corpus.indb 218 23/11/2018 10:18:54

événements vécus, et quand on nous fait prendre conscience de la réalité de situations dramatiques, cruelles. Le « journal » de Jamal Jubran, ou « les nuits de Sanaa » de Sara Jamal, par exemple, avec leur part d'humour décalé sur la prise de Sanaa par les Houthis ou les bombardements de la capitale par l'aviation de « la coalition » dirigée par l'Arabie Saoudite, sont poignants de vérité.

De ce livre on retiendra particulièrement l'étude d'Ali Al-Muqri, qui revient sur les 33 années de pouvoir de l'autocrate Ali Abdallah Saleh (1978-2011), mais aussi les analyses de Maysaa Shuja Al-Deen consacrées, pour la première à l'alliance surprenante entre forces Houthis et forces militaires fidèles à l'ancien dictateur et, pour la seconde, à la « nouvelle donne politique » créée par le « Conseil de transition sudiste » appuyé par l'autre membre important de la « coalition », les Émirats arabes unis. À les lire, on comprend que l'unité du Yémen est sérieusement mise en cause.

On retiendra également le témoignage d'Arwa Abduh Othman, une des figures féminines du soulèvement de 2011. Elle nous dit que les femmes yéménites ont entamé une lutte contre les archaïsmes de la société yéménite et son machisme, sans vouloir départager les hommes de l'ancien régime des « forces d'opposition » (qui ont tout fait pour discréditer le mouvement en défendant le statut traditionnel de la femme), sur sa place dans une société où la religion semble définitivement tracer les contours et définir les usages et les règles.

François Frison-Roche

ÉTATS-UNIS

LES ÉTATS-UNIS ET LE MONDE DE GEORGE WASHINGTON À DONALD TRUMP

Maya Kandel
Paris, Perrin, 2018, 256 pages

D'une lecture agréable, cet ouvrage est un excellent résumé de la politique étrangère américaine depuis 1776, et un prétexte à une relecture de cette politique sous l'angle de l'« exceptionnalisme » américain.

Même si commerçants et agriculteurs ont aussi joué un rôle dans la colonisation de l'Amérique, les colonies religieuses protestantes ont imposé le récit national d'une élection divine des États-Unis, porteurs du Bien dans le monde. Ils ont dès lors accepté la mission d'y porter la démocratie et les droits de l'homme.

L'auteur s'attache à démontrer que les États-Unis n'ont jamais été isolationnistes. Le fameux discours d'adieu de George Washington exhortant la jeune république à rester hors des affaires du monde, doit être pris comme un conseil de patience : solidement établie, elle pourra mener une politique étrangère. D'où l'effacement du XIXe siècle. Autre preuve que les États-Unis n'ont pas été isolationnistes : leur expansion territoriale face aux tribus amérindiennes et au Mexique.

Le Congrès – les électeurs – pèse aussi. La guerre contre l'Espagne en 1898 à propos de Cuba ouvre la possibilité pour les États-Unis de devenir une puissance coloniale. Les Philippines, Porto-Rico, Guam et Panama sont également concernés. Or, l'octroi de la nationalité américaine, qui va de soi

PE4-2018_Corpus.indb 219 23/11/2018 10:18:54

lorsque des territoires continentaux deviennent des États (sauf pour les Noirs et les Amérindiens), inquiète l'opinion lorsqu'il s'agit de terres peuplées de non-WASP. Dès lors, le Congrès développe un colonialisme principalement économique.

L'activisme idéaliste du président Wilson est suivi d'un repli entre 1920 et 1940. Les Américains sont déçus par l'attitude des Européens après la Grande Guerre : le Congrès est alors protectionniste et anti-immigration. Ces réticences sont balayées dès 1941, quand le magnat de la presse Henry Luce appelle à l'avènement d'un « siècle américain », dont les principes sont énoncés dans la Charte de l'Atlantique en 1942. Le pessimisme de penseurs tel Reinhold Niebuhr est oublié dans la période d'« über-exceptionnalisme » qui marque l'après-guerre.

Vietnam, Watergate, premier choc pétrolier : les crises des années 1970 donnent un coup d'arrêt au triomphalisme américain, sur fond de réalignement idéologique. Un courant contestataire et pacifiste divise le Parti démocrate, considéré comme faible en politique étrangère à partir de Jimmy Carter. La droite chrétienne s'impose au Parti républicain, qui devient le parti fort et martial, porteur d'un regain d'exceptionnalisme sous la présidence Reagan.

Les années 1991-1992 semblent annoncer l'avènement de la *Pax americana* célébrée par Francis Fukuyama. À la mondialisation démocratique et économique s'ajoute l'adoption du principe de « responsabilité de protéger » de l'Organisation des Nations unies (ONU) en 2005. Mais ce moment de grâce ne dure pas.

Pour éviter un véto russe à l'ONU, les États-Unis passent par l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) pour intervenir au Kosovo en 1999. C'est la fin de l'espoir d'un monde réunifié. Le doute se réinstalle aux États-Unis, dont la mission originelle a été pervertie par l'individualisme et la rapacité. Sommes-nous sortis de ce moment ? Barack Obama, Donald Trump, mais aussi Ted Cruz et Bernie Sanders doutent du rôle de modèle universel de la puissance américaine. La Chine et la Russie sont remises en jeu. L'ouvrage se clôt donc sur une note pessimiste.

Laurence Nardon

RUSSIE

LES HOMMES DU KREMLIN. DANS LE CERCLE DE VLADIMIR POUTINE

Mikhaïl Zygar
Paris, Le Cherche Midi, 2018, 560 pages

Svetlana Alexievitch, prix Nobel de littérature 2015, disait du livre de Mikhaïl Zygar, ancien reporter de guerre et rédacteur de la chaîne de télévision indépendante *Dojd*, qu'il était « le seul qui rende compte d'une manière un tant soit peu fidèle de la réalité du pouvoir en Russie ». Cet ouvrage, d'une lecture agréable, ne se distingue pas toujours par l'exactitude de ses informations, mais offre un tableau vivant de l'entourage de Vladimir Poutine et de ses mœurs. Véritable *best-seller* en Russie, il est indispensable à tout lecteur cherchant à déchiffrer les arcanes du système politique russe.

Le livre se décline en séquences articulées autour de personnages, souvent

PE4-2018_Corpus.indb 220 23/11/2018 10:18:54

pittoresques, présentés à chaque fois en début de chapitre avec esprit et humour. Les amateurs de ragots et de rumeurs sont bien servis. Étant donné l'importance de ces rumeurs dans le jeu des innombrables conflits politiques au sommet du pouvoir, on ne saurait faire grief à l'auteur de les rapporter méticuleusement et savoureusement. Ces portraits politiques jalonnent une promenade chronologique organisée par l'auteur en suivant les méandres de l'histoire politique de la Russie depuis la fin des années 1990. « Le livre de Zygar est moins un récit de faits vérifiés qu'un recueil de rumeurs, d'histoires et de mythes », souligne une critique du quotidien *Kommersant*. Néanmoins, « c'est la première tentative de raconter l'ère Poutine sans censure ni complotisme », complète une autre critique parue à la sortie du livre en Russie en 2016 – le livre publié en français n'en est pas la traduction directe, le texte rapporté ici ayant été traduit de l'anglais.

Malgré un ton qui s'apparente parfois à une chronique du genre *people*, le livre fourmille de renseignements qui, remis dans leur contexte politique, apportent un éclairage nouveau sur certains épisodes décisifs de l'histoire politique. Parmi les plus remarquables : la terrible panique qui saisit la « famille Eltsine » et des oligarques, et qui a conduit le Kremlin de l'époque à organiser le « prêt contre actions » et la vente d'entreprises publiques à des grands groupes oligarchiques de manière totalement frauduleuse et truquée ; la montée en puissance des *siloviki* (manifeste à partir de 2003) dont Igor Setchine, dépeint en détail par l'auteur (et dans plusieurs chapitres), est le grand chef d'orchestre (et le « meilleur ennemi » de Medvedev) ; le véritable ballet en plusieurs tableaux qu'a constitué l'affaire Khodorkovski ; le portrait qu'il dresse de Vladislav Sourkov, conseiller politique de Poutine et principal idéologue du Kremlin, dont le parcours sinueux reflète bien la réalité de la « tandémocratie » (2008-2012) ; et la complexité du « couple » Poutine-Medvedev qui dirige l'exécutif russe depuis dix ans. Enfin, il faut citer le grand intérêt des chapitres ayant trait au président géorgien Saakachvili, à Viktor Medvedtchouk (ancien bras droit du président ukrainien Koutchma dans les années 2000), et à des personnages moins connus en Occident, mais essentiels au dispositif du poutinisme : Dmitri Peskov, le chef de la communication du Kremlin, Viatcheslav Volodine, l'actuel président de la Douma, Alexeï Koudrine, ancien ministre des Finances, ou Sergueï Choïgou, fidèle d'entre les fidèles, actuellement ministre de la Défense.

Seule ombre au tableau, le regard sur ces élites un peu « hors-sol » l'est tout autant et, au-delà des jeux de pouvoir, on souhaiterait avoir un aperçu du domaine privé de ces « grands seigneurs de la Russie », de leurs familles, de leurs patrimoines, souvent expatriés…

Jean-Robert Raviot

AFRIQUE

L'AFRIQUE, NOUVELLE FRONTIÈRE DU DJIHAD ?

Marc-Antoine Pérouse de Montclos
Paris, La Découverte, 2018,
160 pages

L'auteur est un spécialiste reconnu des conflits en Afrique subsaharienne, et l'un des premiers chercheurs à avoir

PE4-2018_Corpus.indb 221 23/11/2018 10:18:54

travaillé sur les mystérieux « talibans » du nord-est du Nigeria, par la suite connus sous le nom de Boko Haram.

L'analyse du terrorisme en Afrique subsaharienne oppose, depuis son apparition, ceux qui considèrent que l'on a affaire à la progression d'un front (le fameux « arc de crises »), à ceux qui insistent sur le contexte local et national.

Les premiers s'appuient sur des faits concrets (financements, circulations de combattants et d'idées, diffusion du wahhabisme, conquête de territoires, stratégies de communications similaires), et tentent de décrire un tout cohérent. À cette approche s'opposent ceux qui entendent, comme ici l'auteur, analyser le développement des groupes djihadistes dans leur contexte propre : dynamiques locales, historicité du fait djihadiste (les multiples États théocratiques ayant fleuri au Sahel durant le XIXe siècle), histoire de la violence tant au niveau local que national, et bien sûr substrat socio-économique.

En effet, bien que ces groupes djihadistes puissent connaître des influences, des inspirations et des financements extérieurs au continent, et penser s'insérer à leur manière dans un djihad global, on ne peut les analyser et les comprendre sans s'interroger sur les dynamiques à l'œuvre localement. Des études sur les djihadistes sahéliens, s'appuyant sur les parcours de vie de repentis ou de personnes détenues dans le cadre d'affaires terroristes, montrent en effet la pluralité des motivations individuelles à rejoindre ces groupes : religieuses certes, mais aussi pour des raisons financières, ou pour protéger sa famille ou sa communauté, pour régler des comptes avec une communauté rivale, pour accéder plus facilement au mariage, pour instaurer un ordre politico-juridique plus juste inspiré par la charia, et ainsi balayer une classe politique et affairiste irrémédiablement corrompue…

L'auteur, à travers une série de chapitres convaincants, travaille donc à la fois à critiquer l'approche globaliste et à démontrer la fragmentation extrême du djihadisme, ainsi que l'inscription de ces groupes dans des dynamiques locales et des trajectoires nationales. La démonstration est stimulante, en particulier sur le Nigeria, où l'auteur montre que l'on ne peut comprendre le degré de violence et de cruauté de Boko Haram sans réfléchir sérieusement au rôle de la violence des forces armées nigérianes dans l'aggravation et la durée du conflit. Déjà, la guerre du Biafra s'était prolongée en raison du jusqu'au-boutisme des sécessionnistes qui craignaient un génocide de la part des forces armées. De même, la gestion sécuritaire de Boko Haram a été parsemée de décisions qui ont aggravé le problème. La liquidation, en 2009, d'un millier de membres de Boko Haram a contribué à transformer une secte violente en machine de guerre impitoyable. La cruauté de l'armée nigériane et l'emploi de troupes auxiliaires (*Civilian Joint Task Force* – CJTF) ont conduit Boko Haram à une stratégie de terreur pour dissuader des villages de rejoindre les CJTF.

Au-delà du seul cas nigérian, l'auteur souligne que l'attitude des forces armées est partout un problème, de même que le combat contre un « terrorisme » mal défini juridiquement, ce qui permet de réprimer d'autres formes de contestation sociale.

Cet ouvrage est indispensable pour aborder avec quelque recul le fait djihadiste en Afrique subsaharienne.

Alain Antil

PE4-2018_Corpus.indb 222 23/11/2018 10:18:54

politique étrangère

Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site www.revues.armand-colin.com

- ✔ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✔ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✔ Choisissez la formule papier + numérique ou e-only

TARIFS 2018

▶ *S'abonner à la revue*

		France TTC	Étranger HT*
Particuliers	papier + numérique	☐ 80,00 €	☐ 100,00 €
	e-only	☐ 65,00 €	☐ 80,00 €
Institutions	papier + numérique	☐ 175,00 €	☐ 195,00 €
	e-only	☐ 130,00 €	☐ 150,00 €
Étudiants**	papier + numérique	☐ 70,00 €	☐ 75,00 €
	e-only	☐ 50,00 €	☐ 55,00 €

* Pour bénéficier du tarif **Étranger HT** et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire
** Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

▶ *Acheter un numéro de la revue*

	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
Numéro récent (à partir de 2014)	☐ 23,00 €	.....	.....
Numéro antérieur à 2014	☐ 20,00 €	.....	.....

TOTAL DE MA COMMANDE ..... €

Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France
Tél. 0 820 800 500 - Fax. 01 41 23 67 35 - Étranger +33 (0)1 41 23 66 00 - **revues@armand-colin.com**

Adresse de livraison

Raison sociale : .....
Nom : .....Prénom : .....
Adresse : .....
Code postal : |_|_|_|_|_| Ville : .....Pays : .....
Courriel : .....@.....

Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

☐ **Par chèque** à la commande
☐ **À réception de facture** (institutions uniquement)
☐ **Par mandat administratif** (institutions uniquement)

Date : _ _ /_ _ /_ _ _ _

Signature (obligatoire)

Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✔ Je me connecte au site **www.revues.armand-colin.com**, onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✔ Je contacte le service clients à l'adresse **revues@armand-colin.com** ou au **0 820 065 095**

Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement disponibles à cette adresse : http://www.revues.armand-colin.com/cga
Les informations collectées nous permettront de mieux servir votre commande et de vous informer sur nos produits et services. Conformément à la loi du 6 août 2004 (N° 2004-801) modifiant la loi française « Informatique et Libertés » de 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification et de suppression des données qui vous concernent. Pour l'exercer, vous pouvez nous adresser un courrier à Dunod Éditeur - Service Ventes Directes - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, ou par mail à infos@dunod.com

ifri ARMAND COLIN